

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

No.6-7 juillet – août 2006

AVANT PROPOS	- 1 -
POLITIQUE INTÉRIEURE	- 2 -
1. Hu Jintao imprime sa marque idéologique.....	- 2 -
2. Les media veulent la liberté d'information sur les situations de crise.....	- 4 -
ÉCONOMIE	- 7 -
3. Cinq ans après l'adhésion à l'OMC, l'agriculture chinoise doit restructurer ses exportations.....	- 7 -
4. La réforme des services publics en marche ?.....	- 9 -
POLITIQUE EXTÉRIEURE	- 12 -
5. Deux tigres peuvent-ils habiter la même montagne ? – une table ronde sur les relations sino-japonaises.....	- 12 -
6. Perceptions américaines de la Chine, entre coopération et crainte.....	- 18 -
AFFAIRES STRATEGIQUES	- 20 -
7. Le développement dual civil et militaire, résurrection du <i>fuqiang</i>	- 20 -
8. A quoi va servir la « flexibilité stratégique » des troupes américaines en Corée du Sud ?.....	- 21 -
PRESSE TAIWANAISE	- 25 -
10. Morale et politique à Taiwan	- 25 -
11. Interrogations taiwanaises après la « perte » du Tchad ..	- 27 -

Bulletin électronique d'Asia Centre – Centre études Asie sur la Chine, **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** est dirigé par François Godement et Michal Meidan et commente l'actualité chinoise sur les thèmes politiques, économiques et de société, stratégiques et de relations internationales. **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin avec pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et du monde chinois.

www.centreasia.org

AVANT PROPOS

Le 17^{ème} congrès du PCC chinois en 2007 et les plénums préparatifs ont été l'occasion d'un mouvement au sommet du Parti Communiste. Le sommet politique prépare son héritage politique et idéologique et tente d'imposer ses concepts de « développement scientifique » et de « société harmonieuse » à l'ordre du jour des générations de dirigeants à venir. Mais c'est aussi affaire de lutte de ligne, comme en témoigne la chute de Cheng Liangyu, secrétaire du Parti pour Shanghai et pilier du groupe de l'ancien président Jiang Zemin.

Le libéralisme politique ne semble pas avoir sa place sur l'agenda. Même si les médias libéraux réclament un assouplissement des contraintes de l'information, l'ouverture progressive au monde semble se cantonner – prudemment – à l'économie, et aux services publics. Dans ces domaines, elle est confortée par les analyses montrant que les conséquences de l'ouverture ne sont pas toutes néfastes.

Les effets de l'entrée à l'OMC sur le secteur agricole chinois, par exemple, ne semblent pas avoir entravé la sécurité alimentaire du pays, et inciteraient par ailleurs le pays à accentuer ses avantages compétitifs et à évoluer vers une offre plus qualitative. La question agraire est de ce fait représentative d'un grand nombre de débats concernant le rôle et les effets des étrangers, l'ouverture aux marchés internationaux, et l'action gouvernementale.

Sur les questions internationales, les deux grands partenariats de la Chine occupent les analystes. A l'occasion du départ de Junichiro Koizumi de la vie politique japonaise et de l'arrivée au pouvoir de son successeur Shinzo Abe, les experts de relations internationales se sont réunis pour un bilan des liens sino-nippons – facteurs de conflictualité et causes, dissonance entre politique et économique et perspectives pour l'avenir. Cet événement marquant pour l'Asie orientale fait donc l'objet d'une analyse de fond, aussi bien dans cette livraison de China Analysis – Les Nouvelles de Chine que dans la revue électronique Japan Analysis – La Lettre du Japon.

La vision américaine de la Chine, alignement stratégique américano-coréen et lien entre renforcement économique et militaire, sont également débattus par les stratèges et analystes des relations internationales.

A Taiwan, le système politique est secoué par le mouvement de destitution du Président Chen Shui-bian et les manifestations sur l'île. Attaqué pour cause de corruption chez ses proches, Chen Shui-bian ne se retire pas de la vie politique, mais entraîne celle-ci dans un débat interne parfois nauséabond, où les valeurs démocratiques sont à la fois présentes avec la transparence sur les affaires, et secouées par la désillusion sur un homme politique. .

François Godement et Michal Meidan

1. Hu Jintao imprime sa marque idéologique

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après:

- Hu Shuli, "Les points essentiels du discours de Hu le 1^{er} juillet", Caijing, numéro 163, 10 juillet 2006

- Ma Changbo, "Le 6^{ème} plénum du Comité central s'annonce", Nanfang Zhoumo, 3 août 2006

La machine politique chinoise se met en marche en vue du 17^{ème} Congrès du PCC, qui se réunira en 2007. Les préparatifs, qui sont déjà entamés¹, rentrent dans la phase finale et plus active à partir du 6^{ème} plénum du 16^{ème} CC qui se réunira à l'automne (octobre).

Cette période de haute tension politique est suivie de près par la presse étrangère et hongkongaise qui abonde d'analyses et spéculations, concernant surtout la composition de nouveau groupe dirigeant². La presse du continent, quant à elle, se contente d'habitude de publications assez neutres. Mais cette année, elle est entrée également dans le jeu politique.

D'après un article publié le 24 juillet par l'agence de presse officielle *Xinhua*, ce 6^{ème} plénum serait consacré à l'étude du concept de la « société harmonieuse » et aux moyens de sa réalisation. L'article publié dans le *Nanfang Zhoumo* est dédié à l'analyse de ce choix qui représenterait, d'après Yan Shuhan, Directeur du centre de recherche sur le socialisme à l'école centrale du Parti, la preuve que les questions sociales ont enfin atteint le sommet de la liste des priorités du gouvernement.

¹ "Préparatifs pour le 17ème CC", *China Analysis* no. 1

² Voir Alice Miller, "The Road to the 17th Party Congress", *China Leadership Monitor* no. 18, Spring 2006

La « société harmonieuse ³ » évoquée pour la première fois à l'occasion du 4^{ème} plénum il y a deux ans consisterait en un « gouvernement démocratique par la loi, une justice impartiale, un sentiment de fraternité sincère, et une harmonie entre homme et nature ». Si l'interprétation pratique qu'en fait Yan est représentative des objectifs des dirigeants, alors on verrait mettre en place une couverture sociale très large, suivie du retour d'une médecine coopérative à la campagne. A ces recommandations s'ajoute l'avertissement que « les contradictions sociales doivent être réduites afin d'éviter la pénétration des forces externes ». Le 6^{ème} plénum mettrait ainsi en place les fondements des mécanismes administratifs et juridiques pour ce faire.

La notion de « société harmonieuse » est désormais associée à la quatrième génération et est à la fois sa contribution idéologique et son épreuve (交卷 *jiaojuan* – tâche à accomplir). Si la tradition politique veut que le 6^{ème} plénum soit le coup d'envoi des derniers travaux d'évaluation du travail du groupe dirigeant actuel, cette fois ci, estiment les experts cités, le plénum sera consacré à établir ce concept idéologique comme fondement du 17^{ème} CC, le rapport que présentera Hu Jintao lors du 17^{ème} CC, ne sera élaboré que plus tard dans l'année, avant la convocation du 7^{ème} et dernier plénum.

De plus, depuis le discours de Hu Jintao au 1^{er} juillet, à l'occasion du 85^{ème} anniversaire de la fondation du PCC, la notion de "huit honneurs et huit disgrâces" (八荣八耻 *ba rong ba chi*)⁴ est rentrée également dans le jargon politique. Evoqués pour la première fois au mois de

³ Voir aussi Joris Zylberman, "Les nouvelles priorités du tandem Hu Jintao - Wen Jiabao", Observatoire géopolitique sur la Chine : Note d'introduction, 23 juin 2006, disponible sur www.centreasia.org

⁴ Les huit honneurs et huit disgrâces sont: Aimer la patrie, ne pas lui faire de mal; Servir le peuple, ne pas le desservir; Adhérer à la science, chasser l'ignorance; Etre diligent, pas indolent; Solidarité, pas de gain au dépend d'autrui; Honnêteté et confiance, l'éthique prime sur le profit; Discipliné et obéissant à la loi, ni chaotique ni insoumis; Vie simple et rudes combats, ne pas se vautrer dans le luxe et les plaisirs

mars 2006, ces huit principes deviennent la base morale du Parti. Couplés aux activités d'étude et de campagne politique destinées à « préserver la nature progressiste du Parti », les huit honneurs et disgrâces sont la nouvelle morale du Parti et l'assise idéologique de Hu.

L'accent est mis sur trois priorités : d'abord, l'endoctrinement du Parti, ensuite, dans les derniers discours de Hu, sur la lutte contre la corruption – les procès touchant à des hauts fonctionnaires se font de plus en plus nombreux ; enfin, sur la restauration des liens entre le Parti et le peuple. Au mois de juillet, Hu a consacré une partie importante de son discours à ce lien, décrit comme « entre sang et chair » (血肉 *xue-rou*), que devraient avoir les cadres du Parti avec les masses. Le discours est lu par cette presse comme une déclaration stratégique visant à combattre la corruption et les abus de pouvoir sur tous les niveaux et par tous les moyens (législation, éducation).

Le 6^{ème} plénum envisagerait donc la construction d'un système de gouvernement scientifique, démocratique et par la loi, ce qui impliquerait une protection du droit de la population à l'information⁵, à la participation, au vote, et de l'autorité de la population à contrôler le travail des cadres, « en clair », résume l'éditorialiste de *Cajjing*, « le cadre conceptuel d'un système politique d'équilibre des pouvoirs (*checks and balances*) serait à l'étude, ce qui laisserait prévoir le cours des réformes politiques à venir ».

La presse souvent la plus ouvertement critique du gouvernement est cette fois ci très docile, qualifiant les efforts du gouvernement de « sincères ». Elle félicite le groupe dirigeant et surtout Hu Jintao de ces discours, et de la façon positive dont il est perçu par la population.

Quant aux questions de succession, la promotion récente de certains cadre serait une affirmation supplémentaire des tendances pour le 17^{ème} Congrès: les provinces de l'Ouest présenteraient de bons candidats comme nouveaux membres du Comité central dont notamment Yuan Chunqing qui vient d'être

nommé gouverneur du Shaanxi, Liu Qibao, secrétaire du Parti dans le Guangxi, Lu Hao, secrétaire du Parti du Gansu et enfin, Lin Shushen, gouverneur de la province du Guizhou. Le centre d'influence politique passerait de ce fait progressivement vers les provinces centrales et moins développées.

De plus, note Hu Shuli, le choix des généraux récemment promus (Deng Changyou, Peng Xiaofeng) est une étape supplémentaire dans ce que décrit Xu Caihou comme « l'inébranlable contrôle du Parti sur l'Armée ».

Ce tournant a aussi, contradictoirement peut-être, une tonalité maoïste de plus en plus marquée. Il associe toutefois des principes et concepts traditionnels de moralité, de respect de l'ordre et d'harmonie. Les campagnes d'éducation et d'information sont de rigueur. La question qui reste cependant ouverte est celle des objectifs sur le plan politique – l'usage des termes de démocratie et de réforme juridique reste très fréquent mais leur interprétation est des plus vague.

Cette presse souvent qualifiée de « libérale » par référence à ses préférences pour l'économie de marché se fait donc aujourd'hui le porte parole du gouvernement chinois, et présente notamment un bilan favorable du travail de Hu Jintao. Si l'image de Wen Jiabao semble avoir été bien consolidée⁶, l'heure est à la construction de l'image de Hu Jintao et à l'assise de sa contribution idéologique au pays. Le travail de quasi propagande à laquelle se livre cette presse est peut être dû à une véritable approbation des objectifs (sinon des méthodes) du leader chinois, mais pourrait aussi témoigner de nouvelles règles du jeu pour les media influents.

⁵ Voir l'article de Valérie Demeure-Vallée dans ce même numéro

⁶ Voir Michal Meidan " Salaire minimal et loi du marché ", China Analysis no. 5

2. Les media veulent la liberté d'information sur les situations de crise

Synthèse de Valérie Demeure-Vallée, d'après:

- Loi sur les réactions aux situations d'urgence: "controverses imminentes", *Caijing* n°163, 10 juillet 2006
- Chang Ping, "Restreindre la couverture médiatique des réactions aux situations d'urgence est une forme de régression", *Nanfan dushi bao*, 26 juin 2006

Le projet de loi sur les réactions aux situations d'urgence en Chine est très critiqué par les médias chinois et par les juristes. L'idée d'une loi pour faire face aux situations d'urgence est née à la suite de la crise sanitaire que la Chine a dû affronter en mai 2003 lors de la propagation de l'épidémie de SRAS. Le Conseil des affaires d'Etat souhaitait élaborer une loi définissant les actions du gouvernement face à des situations d'urgence (incidents de santé publique, catastrophes naturelles, industrielles ou écologiques). 5,4 millions de cas de crise ont été recensés en 2005, provoquant la mort de 200.000 personnes et des pertes économiques avoisinant 325,3 milliards de yuans.

Ce projet de loi, examiné à la fin du mois de juin par l'Assemblée nationale populaire, comprend deux articles litigieux qui portent sur la couverture médiatique des situations de crise. Le premier article dispose qu'il appartient aux gouvernements locaux de divulguer les informations concernant la gestion des situations de crise "de façon uniforme, précise et en temps voulu". Le second prévoit que sont passibles d'une amende comprise entre 50.000 et 100.000 yuans les médias qui publieraient de leur propre chef (擅自 *shanzi*, sans autorisation) des informations sur la gestion des situations d'urgence et leur développement, ou qui rapporteraient de "fausses informations".

Après la publication le 25 juin par l'Agence Xinhua de ces nouvelles dispositions, les réactions ne se sont pas fait attendre. La presse chinoise s'est enflammée, revendiquant son droit

d'informer⁷ et celui du public à être informé, à l'instar des juristes interrogés par le bimensuel *Caijing*, qui réclament une protection juridique de la liberté de la presse et des médias.

Le 26 juin, au lendemain de la publication des articles du projet de loi concernant la presse par l'Agence Xinhua, le quotidien *Nanfang Dushi Bao* réagissait, estimant que "restreindre la couverture médiatique des réactions aux situations d'urgence est une forme de régression".

Selon Chang Ping, l'auteur de cet article, les dispositions du projet de loi sur les réactions aux situations de crise "reviennent à supprimer le contrôle par l'opinion publique, ce qui sans aucun doute constitue une régression, et laisse perplexe".

Chang Ping rappelle ainsi le rôle qu'ont joué les médias lors des accidents miniers. Alertée par le public, la presse avait alors révélé que les propriétaires des mines et les fonctionnaires locaux avaient dissimulé le nombre de victimes, ce qui avait permis de les poursuivre pénalement. Or, avec le projet de loi, ces mêmes fonctionnaires, autrefois poursuivis, seraient désormais en mesure de sanctionner les médias qui publient "de leur propre chef" des informations dissimulées par leurs soins. "N'est-ce pas totalement insensé?" et Chang Ping renchérit "Sans le contrôle de l'opinion publique, qui va apprécier l'exactitude d'une information et sa diffusion en temps voulu? Qui va réagir aux avertissements des gens? (...) Comment va-t-on empêcher les collusions grandissantes entre fonctionnaires et hommes d'affaires?"

Pour lui, ce projet de loi reflète "le manque de connaissance des fonctions et de la place des médias dans les sociétés modernes" de la part de certains mandarins. Il conclut que "la reconnaissance par une loi de la gestion administrative de la presse par les départements du gouvernement est un procédé extrêmement dangereux".

Le même jour, le quotidien financier *Diyi Caijing Ribao* publiait un éditorial intitulé "Réactions aux situations d'urgence: les

⁷ La presse chinoise mentionne le terme "droit d'informer" (*zhiqing quan*), mais les pays occidentaux considèrent que les médias et la presse ont le "devoir" d'informer.

médias ne doivent pas perdre leur place". Le quotidien indiquait ainsi que les dispositions du projet de loi portaient atteinte au rôle constructif de la presse, au public dans son ensemble et à la diffusion des informations en temps réel.

Le lendemain le quotidien juridique *Fazhi Ribao* appelait à la recherche d'un juste équilibre entre la gestion de l'urgence et la raison. Le quotidien mettait en garde contre l'abandon du principe du "gouvernement par la loi" (*fazhi zhuyi*) sur lequel le gouvernement fonde sa légitimité.

Interrogés par l'hebdomadaire *Caijing* sur ce projet de loi, de nombreux juristes voient dans ces dispositions une atteinte au droit d'information de la presse et au droit du public à l'information. Ils réclament par ailleurs une meilleure protection juridique de la presse et pour ce faire, une affirmation du rôle de l'Assemblée populaire nationale en tant qu'instance législative du pays.

Yu Guoming, responsable du bureau de recherche sur l'opinion publique et vice directeur de l'Institut de la presse de l'Université du Peuple, estime que si la divulgation des informations relatives aux situations d'urgence est entièrement gérée par le gouvernement, le droit de contrôle de la presse par l'opinion publique et le droit à l'information du public ne peuvent plus être garantis.

Selon lui, il faut préciser qui sera chargé d'apprécier les "contraventions à la règle". Il met en garde contre le risque qu'encourt la société chinoise de devenir "une société policière" (警察社会- *jingcha shehui*) si les gouvernements locaux sont chargés d'apprécier ces "contraventions". Il craint qu'ils se servent de cette loi comme d'un outil leur permettant de "tailler" dans les libertés et apprécient de façon arbitraire si telle ou telle information est contraire ou non à cette règle.

Xu Hong, vice directeur du bureau des affaires courantes de l'Institut de presse et de propagande de l'université Beida pense qu'il faut protéger le droit d'information de la presse en cas de situation de crise. Pour lui, l'accélération du processus de "gouvernement par la loi" et du processus démocratique nécessite avant tout que la législation protège le droit de la presse. Prenant en considération le rôle accru des médias dans les sociétés modernes, il

estime qu'ils doivent s'auto-réguler lorsqu'ils couvrent tels ou tels événements, et qu'une sanction ne devrait intervenir que dans le cas où leurs informations seraient "vraiment contraires aux principes de droit".

Pour Zhan Jiang, responsable du département de la presse et la propagande à l'Institut politique de la jeunesse chinoise, les deux articles incriminés dans ce projet de loi limitent le droit d'information des médias et nuisent au public, car les accidents et situations de crise sont des affaires publiques. Selon lui, le droit de critiquer et le droit d'informer que possèdent les médias devraient bénéficier du respect et d'une protection universelle. Il incite le gouvernement, la société et l'opinion publique à faire preuve d'indulgence lorsque la presse diffuse de façon non intentionnelle des informations différentes de la réalité. Zhan Jian insiste également sur le fait qu'à l'exception de l'article 35 de la Constitution, il n'existe en Chine aucune loi protégeant les droits et les intérêts des journalistes et des médias, et espère que de telles lois verront le jour...

Les membres du Conseil des Affaires d'Etat ayant rédigé le projet de loi auraient été surpris par l'intensité des critiques. Ils ont procédé à une réunion publique d'information le 3 juillet afin de s'expliquer sur les deux articles litigieux. Selon *Caijing*, c'est la première fois que les dispositions d'un projet de loi en cours d'examen donnent lieu à une réunion publique.

Lors de cette réunion, Wang Bingqing, vice responsable du bureau d'élaboration des lois du Conseil des affaires d'Etat, a affirmé que l'objet de cette loi était de fournir de meilleures conditions et facilités aux médias qui couvrent les situations d'urgence, et non de les contrarier. Il a insisté sur le fait que le projet veillait à la publication des informations relatives aux situations d'urgence et à leur transparence.

Reste que ces dispositions ne font pas l'unanimité. Yu An, professeur à l'Université Qinghua ayant participé aux travaux de réflexion et de rédaction du projet, ne les approuve pas et affirme qu'il n'était pas question de tels articles durant les discussions qui ont guidé ses travaux.

Un fonctionnaire du Bureau des Affaires d'Etat interviewé par *Caijing* reconnaît que ces deux articles ont été ajoutés par la suite, et se justifie par le fait que les

médias ne peuvent écrire à leur guise, qu'il s'agit là "d'une règle implicite" et avoue "on l'a simplement mise au grand jour".

Un avis que ne partage *pas* *Caijing* pour qui il faut purement et simplement supprimer ces dispositions.

3. Cinq ans après l'adhésion à l'OMC, l'agriculture chinoise doit restructurer ses exportations

Synthèse commentée par Joris Zylberman d'après :

- Lu Feng, « Regard sur l'agriculture cinq ans après l'adhésion à l'OMC », in *Caijing* (Finance) du 8 juillet 2006, n°165.
- Weng Wu, « Restructurer le secteur agricole au moyen de l'avantage comparatif », in *Caijing* (Finance) du 8 juillet 2006, n°165.

Moins d'exportations pour plus de qualité dans la production agricole. Tel est l'objectif que s'est fixé le Ministère chinois du Commerce, cinq ans après l'adhésion de son pays à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Selon le 11^e plan quinquennal (2006-2010) pour le développement du commerce annoncé fin août⁸, la croissance annuelle moyenne des exportations de produits agricoles devrait « légèrement baisser » dans les années à venir. Elle descendrait à 7 % pour une valeur de 38 milliards de dollars, contre une croissance de 8,3 % entre 1995 et 2005 pour une valeur ayant grimpé de 16 à 27,18 milliards de dollars. Durant la période écoulée, note le Ministère, la part de ces exportations agricoles dans le total des exportations a cependant chuté de 8,2 % à 3,6 %, en grande partie à cause de leur manque de compétitivité et des barrières commerciales étrangères.

Cette augmentation globalement fébrile des exportations agricoles contraste avec la croissance beaucoup plus rapide des importations depuis l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001. Si bien qu'en 2004, le pays s'est retrouvé en situation d'importateur net de produits agricoles. Cette année-là, le déficit commercial a atteint les 50 milliards de dollars. S'il a diminué en 2005, il devrait rester stable en 2006.

⁸ Cf. *China Daily* du 25 août 2006.

Professeur au Centre de Recherche sur l'Économie chinoise de l'Université de Pékin, Lu Feng ne s'alarme nullement de ce déséquilibre. Dans un article publié par le bihebdomadaire économique *Caijing*, il soutient que « l'augmentation des importations agricoles a produit des effets largement positifs sur l'économie chinoise » et que ce phénomène « converge tout à fait avec les objectifs de la balance commerciale de la Chine ». Pour lui, l'avenir de l'agriculture chinoise dans le cadre de l'OMC n'est pas menacé par un déficit d'exportations, mais plutôt suspendu à trois autres questions essentielles. L'ouverture du marché a-t-elle nui à la sécurité alimentaire ? A-t-elle produit des effets négatifs sur les revenus des paysans ? A-t-elle conduit à la mise au chômage de dizaines de millions de paysans ?

La sécurité alimentaire, explique Lu, n'est pas menacée. D'une part, la capacité d'approvisionnement de la production agricole nationale n'est pas de « faible qualité » (*ruozhi*), tandis que la croissance de la demande en produits agricoles n'est pas « rigide » (*gangxing*). D'autre part, les importations permettront de répondre à la demande intérieure.

Pour mesurer la capacité d'approvisionnement de la Chine en produits agricoles, Lu Feng utilise l'outil du taux de croissance annuelle de la productivité. De 1981 à 2004, ce taux a progressé en moyenne entre 5 et 6 % avec des pics à 10 % pour certaines années. Une hausse continue due à plusieurs progrès comme la généralisation graduelle des machines agricoles, des engrais chimiques, des revêtements plastifiés et de nouveaux intrants agricoles.

Quant à l'évolution de la demande en produits agricoles, Lu l'analyse en fonction de l'évolution démographique et du revenu par habitant, les facteurs les plus influents en théorie. La croissance démographique connaît actuellement un ralentissement : la Chine atteindra autour de 2030 un pic qui ne devrait pas dépasser 1,45 milliard d'habitants. Outre cette baisse future de la pression démographique, cette dernière ne contribue actuellement que de 0,7 à 0,8% à la croissance de la demande en produits alimentaires. De même, le revenu par habitant n'y contribue que de 0,5 à

0,6%. Résultat : cette demande en produits agricoles ne dépasse pas 5%. Elle reste néanmoins forte. Et c'est là qu'interviennent les importations en hausse pour la satisfaire.

Lu Feng fonde son analyse sur 15 catégories de produits agricoles représentant 85 à 90% du volume des échanges commerciaux de la Chine. Parmi ces catégories, huit d'entre elles sont en situation d'exportations nettes. Lu les rassemble en quatre groupes. Premièrement, les produits à forte compétitivité, notamment les produits aquatiques (pêche et aquaculture) et les fruits et légumes. Chaque année, leur volume d'exportation s'élève à plusieurs milliards de dollars. Deuxièmement, les exportations nettes de produits « importants » comme le thé et le café, dont le volume annuel s'échelonne entre 100 millions et un milliard de dollars. Troisièmement, les produits comme la viande et le tabac subissent de fortes variations mais restent toujours en situation d'exportations nettes. Quatrièmement, les céréales connaissent une « tendance à l'exportation nette ». « Le riz, le blé ou le maïs passent d'une situation d'exportations en baisse à une situation d'exportations nettes, ce qui correspond à nos espérances », souligne Lu. Il y a dix ans, la Chine importait largement ses produits céréaliers, une tendance qui a changé cinq ans après l'adhésion à l'OMC.

Les sept autres catégories de produits agricoles sont en situation d'importations nettes. Lu regroupe en premier lieu les matières premières du secteur manufacturier textile comme le coton, le cuir, la laine ou la soie. En second lieu, les intrants agricoles pour les produits animaliers comme l'huile de soja. Actuellement, la Chine importe 10 millions de tonnes de soja par an. En troisième lieu, les produits dont les besoins augmentent de façon exponentielle, tels que le lait. Les importations jouent ici un rôle positif dans la mesure où ils satisfont une demande qui surpasse les capacités de la production nationale, pourtant en augmentation de 30 % chaque année.

La hausse des importations permet aussi de répondre aux deux autres questions vitales pour l'agriculture chinoise : les revenus des paysans et la situation de

l'emploi rural. Les importations de matières premières agricoles ont permis de soutenir le développement de secteurs où la Chine possède un avantage comparatif (*bijiao youshi*) comme l'industrie textile. En sorte que depuis cinq ans, environ 3 millions d'emplois ont été créés. Or, la majorité de ces nouveaux emplois sont des travailleurs migrants des campagnes vers les villes. En clair, les importations ont indirectement permis la reconversion de la force de travail dans le monde rural.

Répondant à Lu dans le même numéro de *Caijing*, Weng Wu, assistant-chercheur au Centre de Recherche sur le Développement rural de l'Académie des Sciences sociales de Chine⁹, est d'accord pour affirmer que la sécurité alimentaire n'est pas en danger. Mais pour lui, la hausse des importations a un rôle secondaire. « C'est la politique étatique des « *san nong* » et les choix des agriculteurs chinois qui ont créé la situation actuelle de l'agriculture en Chine », explique Weng. D'un côté, l'Etat a protégé les produits de base étroitement liés à la sécurité alimentaire. De l'autre, les paysans se sont tournés vers certaines cultures commerciales à rentabilité élevée.

Pour autant, Weng ne partage pas l'optimisme de Lu. Dans une situation de pénurie de terres arables, les produits agricoles moins essentiels ou à rentabilité relativement faible en subiront les conséquences. Sauf si la politique du gouvernement, le progrès technologique et la demande du marché évoluent. C'est ainsi que Weng recentre la problématique actuelle de l'agriculture chinoise : « Comment augmenter les exportations est le problème numéro un de tous », martèle-t-il. Pour le résoudre, il faut transformer la nature des exportations en privilégiant la qualité sur la quantité. L'expérience de ces dernières années a prouvé qu'une production agricole fondée sur la quantité et les prix bas est non seulement inefficace à augmenter le rythme des exportations, mais se heurte la plupart du temps aux barrières technologiques établies par les pays développés¹⁰.

⁹ Institut de recherche ou « *think tank* » dépendant du Conseil des Affaires d'Etat.

¹⁰ Selon le ministère du Commerce, chaque année 90 % des produits agricoles

Le raisonnement de Weng rejoint les objectifs du gouvernement actuel. Le Ministère du Commerce entend baisser le taux de croissance annuel des exportations pour améliorer leur qualité¹¹. Il appelle donc les producteurs à développer des produits à plus grande valeur ajoutée. Le but est d'élever à 30 % la part de ces produits à forte valeur ajoutée dans le total des exportations de produits agricoles d'ici 2010. En attendant cette restructuration, la Chine doit gérer sa situation d'importatrice nette en produits agricoles. C'est-à-dire qu'elle va, comme pour le pétrole, chercher à l'étranger de quoi sécuriser ses approvisionnements. D'ailleurs, dans son 11e plan, le Ministère du Commerce prévoit l'exploration des marchés émergents comme le Moyen-Orient et la Russie, tout en consolidant son commerce avec ses partenaires traditionnels comme le Japon et la Corée du Sud. Sans oublier l'Union européenne et les pays du Sud-est asiatique.

4. La réforme des services publics en marche ?

Synthèse commentée de Thibaud Voïta d'après :

- Ding Xuedong, « *Quelles Nouveautés dans la Loi Relative à la Gestion des Services d'Utilité Publique* », et Ren He « *Qui Vient s'Occuper des Services Publics ?* », Zhongguo Jingji Zhoukan, 10 juillet 2007.

Parmi les nombreux chantiers ouverts dans l'économie chinoise, celui de la modernisation du service public est rarement abordé. Moins urgent et peut-être encore plus délicat que les autres, ce dossier semble rester à la traîne.

Deux lois en vigueur depuis le 1^{er} juillet dernier viennent remettre ce chantier au cœur de l'actualité. Il s'agit d'une part de

chinois pâtissent des barrières douanières à l'étranger, provoquant une perte annuelle de 9 milliards de dollars. Les produits concernés s'étendent désormais des fruits et légumes au thé et au miel, en passant par les produits animaliers et aquatiques. Cf. www.chinanews.cn, 21 août 2006.

¹¹ *China Daily* du 25 août 2006.

l'Avis Provisoire relatif à la Gestion de l'Administration (行政单位国有资产管理暂行办法) et d'autre part, de l'Avis Provisoire concernant la Gestion des Services d'Utilité Publique (事业单位国有资产管理暂行办法). Ces deux articles traitent principalement de la seconde.

A quoi renvoie la réalité des services publics en Chine ?

D'abord les actifs d'Etat sont divisés en trois catégories : les « biens gérés en tant qu'entreprises » (ici nommés 企业经营性资产), les « biens publics » (行政事业性资产) et les « biens naturels » (资源性资产)¹². C'est de la deuxième catégorie dont il est question ici.

Ces deux lois renvoient chacune à un type particulier de services publics : les *shiyedanwei* (事业单位)¹³ que nous traduirons ici par « unités de service » et les *xingzhengdanwei* (行政单位) qui constituent de manière générale l'administration publique. Etant données la taille du pays et son immense population, il n'est pas étonnant que les services publics représentent un mastodonte : **3 844,8 milliards de yuans d'actifs (dont 2 726,02 milliards pour les seuls services d'utilité publique, soit 70%) au dernier recensement, fin 2004.**

En décembre 2005, les services d'utilité publique rassemblaient 1, 22 millions d'établissements et employaient 20 millions de personnes. Les actifs de ces services touchent des domaines aussi variés que l'éducation, la santé, la culture, les sciences, la poste, le métro, l'eau, les pâturages, les étangs... 70% de ces actifs et de ces fonctionnaires se retrouvent dans les secteurs de l'éducation, la santé, la culture, la recherche scientifique et l'agriculture.

A noter par ailleurs que plus on s'éloigne du Centre pour descendre les échelons administratifs, plus les actifs étatiques sont

¹² L'auteur parle des trois catégories « d'actifs » appartenant à l'Etat. Nous avons choisi d'employer le terme « biens » dans chacune des catégories. En réalité, il s'agit : des entreprises étatiques, des services publics et des ressources naturelles.

¹³ Voir à ce sujet, Pierre Miège, "[La réforme des unités de service : enjeux sociaux et avenir des services publics en Chine](#)", *Les Nouvelles de Chine* no. 17, juin-juillet 2004

importants, relativement à la taille de la localité concernée.

Ces services publics souffrent de nombreux dysfonctionnements. Les deux articles s'intéressent plus particulièrement aux services d'utilité publique et soulignent leur **gestion chaotique**. Celle-ci a pour conséquence d'importants gaspillages, une redistribution non équitable ainsi qu'une répartition des actifs floue, des dépenses et recettes non inscrites dans le budget, une utilisation de ces services à des fins personnelles, des détournements de fonds... Ces dysfonctionnements des services publics nourrissent les critiques et le mécontentement du peuple.

Pour illustrer cette mauvaise gestion qui entraîne un important gaspillage, Ren He cite Xu Guanhua, Ministre des Sciences et de la Technologie. Celui-ci se plaint du fait que les centres et équipements de recherche sont bien moins efficaces en Chine qu'en Occident. Xu se plaint d'un taux de réussite des centres de recherche de seulement 25% en Chine, contre 170% dans les pays développés (l'article ne précise pas à quoi correspond ce taux de réussite). La Chine s'est engagée dans un effort de rattrapage qui pour l'heure est quantitatif plus que qualitatif. Pour citer un autre exemple concret, les Etats-Unis disposent pour tout le pays de 16 satellites tandis que la Chine en avait 30 en 2004, et en a depuis construit 20 supplémentaires, la municipalité de Pékin en détient 8 à elle seule. A l'heure où le gouvernement chinois semble obsédé par son retard technologique et cherche à améliorer la recherche et développement et à promouvoir l'innovation, ces exemples ne sont pas anodins.

De manière générale, les ministères et départements achètent en général plusieurs fois le même équipement, montent plusieurs fois les mêmes projets. L'utilisation des capitaux n'est pas rationnelle, ce qui entraîne un grand **gaspillage**.

Parmi les principaux coupables de cette mauvaise gestion, on trouve l'organisation administrative. Malgré les efforts de rationalisation entrepris ces dernières années, celle-ci demeure complexe, fait intervenir de nombreux acteurs et n'est absolument pas unifiée au niveau national. Jusqu'aux deux nouvelles lois de juillet dernier, le gouvernement central n'a

jamais réussi à clarifier ou unifier la gestion et le fonctionnement des services d'utilité publique.

Certes des tentatives malheureuses ont été lancées. En 1995, le Ministère des Finances (Minfin) et le désormais défunt State Owned Property Bureau (SOPB) avaient conjointement publié un Avis relatif à la Gestion des Actifs du Service Public (行政事业单位国有资产管理办法). Ses objectifs étaient d'unifier au niveau national la gestion de ces actifs, de clarifier leur appartenance aux différentes unités de travail et de réguler leur utilisation. Reste que cette méthode s'est avérée inefficace. En effet, elle séparait la gestion (confiée au SOPB) de l'établissement du budget (confié au Minfin) sans avancer de règles précises quant à l'utilisation et la répartition des actifs. Cette méthode n'a en rien réglé les problèmes du service public chinois.

En 1998, nouvelle réforme : le SOPB est supprimé mais la gestion des actifs publics entre les différentes entités n'est pas clarifiée : chaque gouvernement local, chaque unité de travail est libre de gérer ses services publics comme il l'entend. La situation vire à l'absurde bureaucratique. D'après Ren He, à l'heure actuelle, le premier niveau administratif après le Centre à avoir des responsabilités en matière de finances publiques rassemble les 31 entités de niveau provincial (soit les 22 Provinces, les 5 régions autonomes, les 4 municipalités autonomes) ainsi que 5 villes à statut particulier (Shenzhen, Ningbo, Qingdao¹⁴, Dalian, Xiamen). Ces entités administratives se sont placées sous l'autorité du Minfin en matière de services d'utilité publique, à l'exception de Shanghai et Shenzhen qui dépendent des bureaux locaux de la State Assets Supervision and Administration Commission (SASAC) et des provinces du Sichuan et du Jilin qui dépendent des Bureaux d'Administration Gouvernementale locaux (qui, tout comme la SASAC et ses représentations locales dépendent du Conseil des Affaires d'Etat). A un niveau inférieur, 35 municipalités locales (soit environ 10% du total à l'échelle nationale) dans 14 provinces

¹⁴ ... qui pourtant a le statut de municipalité autonome. Sans doute la municipalité même de Qingdao (sans la région qui l'entoure) bénéficie-t-elle d'une autonomie particulière.

différentes ont confié la gestion de leurs services d'utilité publique aux bureaux locaux de la SASAC. Le Minfin gère les services d'utilité publique des autres municipalités. De l'avis d'un chercheur au Centre du Développement du CAE, cette répartition des compétences nuit aux résultats financiers des services d'utilité publique ainsi qu'à la clarification des répartitions.

Les deux lois

Ces deux lois viennent rationaliser le système. Elles sont le résultat de deux années de réflexions. Ding Xuedong affirme qu'elles apportent quatre nouvelles caractéristiques et trois nouveaux concepts à l'ancien système des services d'utilité publique.

Les quatre nouvelles caractéristiques sont :

- La clarification des relations entre les différents bureaux en délimitant les responsabilités et les champs d'action, en séparant la gestion des actifs, les inspections et leur utilisation.
- La définition des actifs concernés.
- L'exhaustivité des règlements de gestion.
- La gestion « scientifique¹⁵ » des actifs, à savoir une gestion plus rationnelle, s'inspirant du privé. Ainsi, il devrait désormais être possible de louer ou emprunter du matériel, un système de garanties devrait se développer.

Quant aux trois nouveaux concepts :

- le renforcement des contraintes financières avec la séparation des recettes et des dépenses,
- les services profitables et accessibles à tous,
- l'informatisation.

Il semblerait que le Minfin soit le grand gagnant de ces deux lois. Son autorité sur les services d'utilité publique s'accroît. Désormais, les actifs de l'Etat sont considérés comme faisant « partie de sa famille » (当家人). Par exemple, la municipalité de Shenzhen devrait être la première à retirer la gestion de ses services d'utilité publique à la SASAC locale pour la confier au Minfin. De plus, désormais, il sera nécessaire de lui

¹⁵ Le terme « scientifique » (科学) appartient au nouveau répertoire des slogans du Parti appelant à un développement économique plus équilibré (le développement scientifique).

demander l'autorisation pour augmenter les dépenses des services d'utilité publique. Pour résumer, il est désormais interdit de dépenser sans prêter attention au budget alloué à chacun.

Ding Xuedong affirme en outre qu'il faut diversifier les sources de revenus des services d'utilité publique.

De manière générale, **les services d'utilité publique devraient de plus en plus être gérés comme des entreprises étatiques.**

Cependant, cette réforme risque de porter atteinte aux intérêts de certaines bureaucraties. Les mécanismes d'inspection sont donc renforcés. L'une de leurs responsabilités principales est de lutter contre les détournements de fonds.

Pourtant, ces deux lois semblent laisser de côté certains problèmes fondamentaux en matière de service public chinois. Par exemple, elle laisse de côté les problèmes de services publics purement locaux (localités financièrement incapables d'assumer ces services qui assomment leurs populations de taxes illégales, inégalités en matière de qualité des services entre les provinces les plus riches et celles les plus pauvres, absence de responsabilité des cadres devant leurs populations...¹⁶).

Tous ces éléments font que ces deux lois seront probablement insuffisantes pour résorber les problèmes chinois en matière de services publics. Tout au plus peut-on espérer que le Minfin, en accroissant ses pouvoirs puisse un peu mieux contrôler le système dans son ensemble.

¹⁶ Sur la question fiscale paysanne, on se référera à Thomas P. BERNSTEIN, Xiaobo LÜ (2003) *Taxation without Representation in China*, Cambridge University Press, Cambridge, 282 pp. Sur les finances publiques chinoises, voir Richard BIRD, Christine C.P. WONG (2005) "China's Fiscal System: A Work in Progress", International Tax Program Paper 0515, octobre.

5. Deux tigres peuvent-ils habiter la même montagne ? – une table ronde sur les relations sino-japonaises

Synthèse commentée de François Godement d'après :

Dossier spécial de Xiandai Guoji Guanxi n° 4, 2006 avec

- Liu Jianyong (Centre des relations internationales, université Qinghua), *Présent et avenir des relations sino-japonaises*
- Ma Junwei (directeur-adjoint du centre sur le Japon du CICIR), *Quelques particularités des relations sino-japonaises contemporaines*
- Jiang Ruiping (directeur du département d'économie politique du Collège de diplomatie), *La nouvelle direction des relations économiques sino-japonaises*
- Zhu Feng (professeur au Collège des relations internationales, université Beida), *Pourquoi le Japon se montre si inflexible avec la Chine*
- Qin Xide (chercheur, Institut du Japon de l'Académie des Sciences Sociales), *Présent et avenir des relations sino-japonaises*
- Hu Jiping, (directeur-adjoint du centre sur le Japon du CICIR), *Réconciliation sur l'histoire et développement des relations sino-japonaises*
- Yang Yi (amiral, directeur du centre d'études stratégiques de l'Université de la Défense), *Comment sortir des difficultés sino-japonaises*

Ce dossier résulte d'une table ronde tenue le 23 mars 2006, quoique présenté sous forme de contributions individuelles et mentionnant parfois des événements ultérieurs. Il revient sur les divergences, rivalités stratégiques, effets d'opinion ou médiatiques et logiques politiques qui ont conduit les relations sino-japonaises vers une dégradation sans précédent depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1972. Le regard est aussi tourné vers la perspective de relève politique à Tokyo – avec la désignation attendue en septembre par le Parti Libéral Démocrate d'un successeur à Junichiro Koizumi. Dans l'ensemble, les experts chinois ne font guère preuve d'optimisme

sur cette relève. Shinzo Abe, secrétaire général du PLD et dauphin de J. Koizumi, n'est mentionné qu'une seule fois tout au long de ce dossier fleuve, pour indiquer qu'avec d'autres « politiciens faucons » à l'égard de la Chine, il fait preuve d'une certaine retenue en 2006¹⁷ ... En bons marxistes, les experts récusent largement le rôle des personnalités individuelles, quoique de façon plus acérée, l'un d'entre eux salue parfois ironiquement certaines d'entre elles d'un sonore « Monsieur »¹⁸. Dans l'ensemble, c'est par des tendances de fond que les intervenants expliquent la crise dans les relations, et notamment le durcissement stratégique, la « droitisation » de l'opinion japonaise et l'inflexibilité officielle sur des questions aussi sensibles que celle des visites au temple Yasukuni. La variété des reproches adressés au Japon et l'importance des exigences formulées conduisent d'ailleurs, malgré l'insistance de nos auteurs, à relativiser l'importance de la question historique, pourtant érigée en porte-drapeau. A l'occasion, certains se font prescripteurs à l'intention du partenaire japonais, mais parfois aussi en filigrane à l'intention du gouvernement chinois, et plus encore des activistes du mouvement nationaliste et anti-japonais en Chine. Enfin, ils se montrent divisés sur l'usage de l'arme économique dans les relations sino-japonaises. Certains soulignent l'importance de la Chine pour les milieux économiques japonais et les dommages que subissent ceux-ci du fait du coup de froid politique. Mais bien plus nombreux sont ceux qui considèrent que la Chine est largement bénéficiaire de ces échanges et doit tout faire pour séparer l'interaction économique des controverses politiques. Comme tel, ce dossier largement consacré à la critique la plus désabusée du Japon n'est pourtant pas exempt de scepticisme ou de critiques indirectes sur certains choix et certaines attitudes chinoises.

L'état des lieux

La détérioration des relations s'est accentuée en 2005, et pour certains (Liu

¹⁷ Selon Qin Xide.

¹⁸ 郎 lang, à la japonaise, accolé par Liu Jianyong à Ichiro Ozawa, leader du Parti Démocrate et inspirateur politique du retour du Japon au statut d'Etat normal quand il était au PLD, et Taro Aso, le ministre des Affaires étrangères actuel.

Jiangyong, Ma Junwei, Hu Jiping) se poursuit en 2006, tandis que Qin Xide évoque plutôt une « fluctuation » en 2006 et que Yang Yi ne prend pas parti. La litanie des reproches est à peu près la même d'un article à un autre : les visites gouvernementales à Yasukuni, la question de Taiwan, celles des îles Diaoyutai/Senkaku et de la Mer de Chine de l'Est, mais aussi la compétition stratégique pour les ressources énergétiques, les nouveaux termes de l'alliance nippo américaine, et pour certains auteurs, l'évolution d'ensemble du Japon vers un « Etat normal » : mais la fermeté des critiques décroît du début à la fin de cette liste, certains auteurs reconnaissant que l'alliance nippo-américaine et la présence américaine ne peuvent être contestées par la Chine, Yang Yi allant jusqu'à affirmer qu'une révision stratégique chinoise est nécessaire : celle-ci doit reconnaître sans réticence que le Japon a aujourd'hui le droit de devenir un « Etat normal » sur le plan militaire.

L'affaire de Yasukuni occupe donc l'avant-scène. Les développements de 2006 ont été désastreux, en dépit de la rencontre de sept dirigeants de l'association d'amitié sino-japonaise avec le président Hu Jintao le 31 mars : celui-ci a alors accepté de reprendre les contacts gouvernementaux de haut niveau en échange d'un arrêt des visites officielles à Yasukuni ; mais le premier ministre Y. Koizumi et les membres de son cabinet ont fait assaut de démagogie pour soutenir le principe de ces visites (Liu Jianyong). Pire, face aux critiques chinoises et coréennes, le gouvernement affirme « défendre le système politique » du Japon. D'autres affaires ont été montées par le gouvernement japonais, comme celle du suicide deux ans plus tôt d'un diplomate au consulat de Shanghai, ou la visite prévue à nouveau de l'ex-président taiwanais Lee Teng-hui. Enfin, le Japon a décidé en mars 2006 l'extinction progressive d'ici à 2008 de ses prêts aidés (les fameux « yen loans ») à la Chine : Liu Jianyong qualifie cette mesure « d'illustration des efforts constants de l'actuel gouvernement japonais pour détériorer les relations ». On relèvera qu'aucun auteur ne met cette nouvelle en parallèle avec la montée économique de la Chine, par ailleurs unanimement décrite

comme prenant au Japon le premier rôle en Asie...

Ces reproches sont rappelés plutôt qu'argumentés. Seul Qin Xide développe les faits concernant les îles Diaoyutai/Senkaku et la Mer de Chine de l'Est¹⁹. Après avoir suivi une approche indirecte en laissant les mouvements de la droite nationaliste exercer sur ces îles un « contrôle effectif », le Japon a « nationalisé » leurs actes autour de l'affaire du phare érigé par les activistes. Il critique la mise en exploitation par la Chine de « ses » gisements gaziers, et a unilatéralement décidé de lancer l'exploration de gisements à l'Est de la ligne médiane autoproclamée par le Japon. De même, Qin Xide mentionne la mise en question par le Japon de dix ans de relations et de négociations énergétiques entre la Chine et la Russie (affaire du pipe-line sibérien), et accuse le gouvernement Koizumi de s'être mobilisé contre la levée de l'embargo européen sur les ventes d'armes en direction de la Chine. Comme d'autres participants, il accuse le gouvernement japonais, et en particulier son ministre des Affaires étrangères Taro Aso, d'avoir formalisé en 2006 la « théorie de la menace chinoise ». Zhu Feng évoque ainsi la récente rencontre des ministres des Affaires étrangères d'Australie, des Etats-Unis et du Japon²⁰ : là où Mme Rice a parlé des aspects « positifs » comme des aspects « négatifs » de la montée de la Chine, et où Alexandre Downer a estimé que la Chine « était déjà une puissance responsable », Taro Aso a « radoté sans fin » sur la « menace chinoise »²¹ et

¹⁹ Voir dans ce même numéro l'analyse juridique chinoise sur la Mer de l'Est, Alexandre Sheldon-Duplaix.

²⁰ Le 15 mars 2006 à Sydney, dans le cadre d'un dialogue stratégique trilatéral.

²¹ Aucune référence à cette expression ne peut être trouvée dans les comptes-rendus de la rencontre de Sidney. Le 2 avril 2006 ; Taro Aso a par contre critiqué la montée des dépenses militaires de la Chine et leur opacité, estimant que cette dernière conduisait « au sentiment d'une menace chez les pays voisins » (Interview à Fuji Television, 2 avril 2006). Le 22 décembre 2005, Aso avait également lié la question de l'opacité des programmes militaires chinois à la montée d'une menace : « And if its content is unclear, as

évoqué la compétition stratégique croissante entre le Japon et la Chine.

Le gel dans les relations politiques conduit les relations économiques à tiédir à leur tour. Mais ici l'analyse se fait prudente et parfois assez contradictoire. Liu Jinyong évoque une année 2005 en accordéon, avec une baisse des relations au premier semestre et une reprise au second, qu'il attribue à une déclaration chinoise en juin 2005 (après les manifestations anti-japonaises de mai) en faveur de « la stabilisation et le développement des relations économiques sino-japonaises. Les exportations japonaises ont alors pu se ressaisir, quoique le bilan pour 2005 (+10,6 %) soit très en retrait de la moyenne annuelle sur 2002-2004 (+28,7 %). Les projets d'investissements directs ont baissé de 5,4 %, mais le montant

a consequence my feeling is that it is on the course to constitute a considerable threat » (MOFA,

www.mofa.go.jp/announce/fm_press/2005/12/1222.html). Condolezza Rice s'était également référée, la veille de la rencontre de Sidney, à l'opacité dans les dépenses militaires chinoises, et avait déclaré: "All of us in the region, particularly longstanding allies, have a joint responsibility and obligation to try and produce conditions in which the rise of China will be a positive force in international politics, not a negative one", une position généralement considérée comme ferme vis-à-vis de Pékin.

www.state.gov/secretary/rm/2006/63347.html . Mais au cours d'un entretien avec le premier ministre John Howard, elle a en effet qualifié cette remarque, notant que we want conditions in which China's rise is a positive force for the region. We have good relations with China and we have encouraged good relations between Japan and China." (www.state.gov/secretary/rm/2006/63272.html). Elle a également indiqué une préférence américaine pour de meilleures relations avec la Chine: « But to the degree that there are tensions between China and Japan, we've encouraged them to work those tensions out, to show a desire to have respect for the -- each of them, which has their own place in the international system and to build on what is positive there" (www.state.gov/secretary/rm/2006/63347.html)

effectivement investi a augmenté, lui, de 30 %... Jiang Ruiping, lui, évoque la même situation avec des chiffres quelque peu différents, suivant en cela la tradition locale en matière de statistiques : c'est pour mettre en valeur que certes, la place du Japon sur le marché chinois a reculé (de 17,5 % en 2000 à 13 % en 2005) ; mais la Chine a absorbé tout de même 45,5 % de la hausse des exportations japonaises pendant la même période, tandis que le marché américain reculait, lui, de plus de 5 %. Il se félicite du record historique des investissements directs japonais en Chine pour 2005, avec 10,82 % du montant total reçu par la Chine contre 7,82 % en 2000. Il note la hausse encore plus importante des exportations chinoises vers le Japon : sans relever qu'en 2005, les acheteurs japonais ont également freiné leurs achats chinois (+8,9 % seulement). La politique chinoise du « zouchuqu » (走出去, la sortie des entreprises) a conduit à une hausse d'investissements, certes de petite taille, au Japon. A la réunion des ministres des finances de l'Asean + 3 à Istanbul de mai 2005, les grands argentiers chinois et japonais ont tous deux élargi à 7,15 milliards de dollars leur accord bilatéral sur les droits de tirage de devises, précédemment conclu à Chiangmai²² . Enfin, le gouvernement japonais ne serait plus hostile à une zone de libre-échange avec la Chine puisqu'il a souhaité, en décembre 2005, conclure un accord de coopération économique avec la Chine avant 2010.

Le contraste entre les deux versants des relations sino-japonaises conduit à des divergences d'analyse. Certains, comme Liu Jiangyong ou Ma Junwei, soulignent l'importance des intérêts économiques japonais en Chine : pour ce dernier, en particulier, l'essor des technologies informatiques de 4^{ème} génération a besoin de s'appuyer sur le marché chinois ; les banques japonaises veulent prendre pied sur le marché chinois, participent aux acquisitions de banques commerciales chinoises, et pressent pour cela le gouvernement japonais de revenir à de meilleures relations : c'est implicitement la thèse du commerce politique, selon laquelle le gouvernement chinois ouvre ou

²² Les accords de Chiangmai de 2000 ont aujourd'hui donné naissance à 16 accords bilatéraux de tirage de devises.

ferme à volonté le robinet des échanges économiques dans de nombreux domaines. Mais pour d'autres, l'intérêt est tout autant chinois que japonais. Yang Yi fait ainsi un rappel historique du rôle bénéfique qu'a joué l'aide japonaise, la coopération monétaire et les investissements tout au long de la période de réforme et d'ouverture de Deng Xiaoping : les Chinois ne connaissent pas assez cet aspect, note-t-il. Qin Xide relève que la Chine ne peut abandonner sa politique de priorité au développement économique, qu'elle doit rechercher un équilibre optimal dans les relations, ne pas sacrifier les relations économiques aux problèmes politiques : ce qui le conduit, par une litote réaliste, à relever que « la Chine présente beaucoup de demandes au Japon, et ne doit pas tomber dans le travers d'exigences à tort ou à travers » dans divers domaines...

Très peu d'atouts apparaissent pour une amélioration des relations politiques. Les analyses relèvent toutes le déclin des milieux – et d'abord, le vieillissement des personnalités – qui sont liées à la phase historique des bonnes relations avec la Chine depuis 1972 ; aucun autre parti politique que le PLD ou le Parti Démocrate n'est cité, et c'est pour relever que ce dernier s'est affaibli. Des hésitations plutôt que des oppositions à J. Koizumi sont notées au sein du PLD : Qin Xide relève la visite à Pékin du président du Conseil de Recherche du PLD H. Nakagawa ainsi que du ministre du METI Toshiro Nikai. « pour s'enquérir d'un moyen d'améliorer les relations ». Quoique plusieurs analystes relèvent des doutes et des interrogations chez les conservateurs eux-mêmes, ils ne les spécifient pas. C'est curieusement sur le plan des conversations entre les militaires des deux pays qu'est située une possibilité d'amélioration des relations : Qin Xide explique que « sur divers aspects et à différents niveaux » ces contacts se poursuivent avec espoir, et notent que si les questions de sécurité ont été impactées par les mauvaises relations politiques, elles pourraient à leur tour servir à améliorer ces dernières... Mais Liu Jiangyong comme l'amiral Yang Yi mettent en avant, dans le climat surchauffé des relations, le risque d'un conflit armé accidentel (« 擦枪走火 "caqiang zuo huo", « un coup qui part pendant le nettoyage d'un fusil... »).

Finalement, c'est dans la perspective historique à long terme que nos analystes retrouvent des raisons de combattre la montée des sentiments anti-japonais en Chine – dont plusieurs dénoncent les dangers, notamment parce qu'ils affaiblissent la marge de manœuvre des gouvernements. La Chine et le Japon ont connu 2000 ans de rapports harmonieux et prospères, et seulement 80 ans de conflit. Yang Yi en particulier évoque la relation culturelle entre les deux pays, sans la spécifier.

Les causes du conflit

Elles sont à rechercher dans l'environnement international et, on s'en serait douté, du côté du Japon. Plusieurs analyses relèvent que le Japon et la Chine ont été des « compagnons » de lutte contre l'Union soviétique au temps de la Guerre froide, une connivence que l'effondrement de l'URSS a rendu caduque. Mais c'est bien la montée de la Chine qui a conduit les Etats-Unis à adopter une politique d'endiguement de la Chine et à mobiliser ses alliés. Yang Yi situe ce retournement en 1995, avec la visite du président taiwanais Lee Teng-hui aux Etats-Unis, mettant comme d'autres la question de Taiwan au cœur du débat : les Etats-Unis ont commencé à se préparer à l'hypothèse d'un conflit dans le détroit de Taiwan, adoptant ensuite en 1997 les nouvelles directives de défense avec le Japon, qui étendent le Traité au voisinage ; en 2005, le dialogue stratégique entre les deux pays a abouti à un communiqué incluant Taiwan dans le champ du dialogue stratégique. Le Japon, note Yang Yi, est ainsi passé de l'arrière-garde à la ligne de front sur la question de Taiwan ; une analyse répétée à satiété sous d'autres formes par plusieurs autres participants à la table-ronde.

Mais un rôle actif est aussi attribué au Japon. Selon Liu Jiangyong, celui-ci a choisi de tirer bénéfice des relations économiques avec la Chine tout en étant concurrent sur ce plan, mais de s'allier aux Etats-Unis pour « contenir la Chine ». Le 11 septembre a en fait permis au Japon de se saisir du prétexte de la lutte antiterroriste et de la coalition en Irak pour projeter ses forces d'autodéfense et parachever l'Etat normal, note Liu Jianyong. Il inscrit cette démarche dans

une perspective historique, en relevant que le Japon prône à nouveau la théorie d'une alliance entre nations maritimes, concoctant ainsi un conflit avec les pays continentaux. L'histoire montre que se reposer sur une grande puissance et poursuivre un développement nationaliste agressif a entraîné le Japon dans la catastrophe, affirme Liu, qui ne semble pas conscient que l'aventurisme nippon d'avant-guerre faisait suite à la rupture du compromis stratégique dans le Pacifique avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis ; Liu évoque aussi le cas d'Israël, dont « une relations d'alliance étroite avec les Etats-Unis n'a pas amélioré l'environnement de sécurité ». Il cite l'historien nippon américain Kanichi Asakawa, qui après la victoire japonaise sur la Russie de 1905 avait prédit, dès 1909, la course à l'abîme de son pays : dénonçant le soutien de l'opinion japonaise à la « domination tyrannique » de la Chine, il avait invité la classe politique japonaise à un effort d'introspection, qui devrait bien être renouvelé aujourd'hui²³.

Car en définitive c'est dans l'histoire du Japon que nos auteurs choisissent de trouver les responsabilités²⁴. La plupart des députés du PLD et du Parti démocrate sont les petits-enfants de politiciens d'avant-guerre²⁵, note Hu Jiping. Avec Koizumi, c'est la faction politique qui s'opposait à la normalisation diplomatique de 1972 qui est arrivée au pouvoir²⁶. Plus profondément encore nombre de Japonais n'ont jamais accepté à usage intérieur le verdict du Tribunal de Tokyo sur les

²³ Kanichi Asakawa (1873-1948), historien réputé de la guerre russo-japonaise et de l'Extrême-Orient, a dirigé pendant un demi-siècle les collections asiatiques de Yale aux Etats-Unis.

²⁴ Il s'appuie pour se faire sur Yoshiharu Tsuboi, « historien pacifiste » de l'université Waseda.

²⁵ Le taux d'héritage des circonscriptions est en effet au Japon le plus élevé au monde. Il est probable que la remarque vise en particulier Shinzo Abe, petit-fils de Nobosuke Kishi, ministre de l'industrie et du commerce de 1941 à 1945 et premier ministre des années 50, promoteur de la révision du Traité de sécurité avec les Etats-Unis.

²⁶ Koizumi est issu de la faction de Y. Mori, située à la droite du PLD.

criminels de la guerre et sur les responsabilités du Japon. Beaucoup connaissent l'existence de la guerre d'agression contre la Chine, mais ne veulent pas voir en face les crimes contre l'humanité et la réalité concrète du massacre de Nankin ou de l'unité 731²⁷. Nombre d'archives administratives sur cette période sont encore scellées, le Japon vit ainsi un double langage ; le temple Yasukuni – auquel son sens actuel a été donné pendant la guerre du Pacifique – a ainsi reçu les cendres des criminels de classe A en 1956, et c'est depuis 1978 que le problème de la visite « clandestine » d'hommes politiques est posé. La réconciliation de 1972 avec la Chine a été diplomatique et de surface de part et d'autre : la Chine abandonnait les réparations, le Japon exprimait ses « regrets » pour les souffrances causées, mais non ses excuses. Avec la fin de la Guerre froide, la contradiction a éclaté au grand jour. Hu Jiping cite sans précision Shi Yinhong, partisan du « cours nouveau » avec le Japon, pour expliquer que de 2002 à début 2005, le gouvernement chinois a cherché l'accommodement ; mais le Japon y a répondu par la négative, allant jusqu'à « toucher au point sensible de Taiwan » : avec la visite de la vice-premier ministre Wu Yi en 2005²⁸, un tournant a été pris. C'est bien cela le « cours nouveau », ironise Hu Jiping...

La charge la plus virulente est menée par Liu Jiayangong, en tête du dossier. La droitisation de la politique japonaise est parachevée par Koizumi, porte-parole et instrument de la faction Mori, proche de Taiwan. Koizumi a détruit le PLD, et changé le système de décision politique, au profit du règne de son bon vouloir. Les autres partis n'ont plus non plus leur mot à dire, cependant que les politiciens de droite ont subjugué le ministère des Affaires étrangères. L'éloge du passé et les cris d'opposition à la Chine sortent de la bouche de « Monsieur Taro Aso », cependant que les connaisseurs de la Chine sont qualifiés de traîtres. Il note pourtant que les deux pays, s'ils ne

²⁷ Unité de recherche sur les armes biologiques en Mandchourie.

²⁸ Mme Wu Yi avait interrompu sa visite et refusé de rencontrer J. Koizumi après des remarques de ce dernier sur le temple Yasukuni.

peuvent réconcilier leurs vues sur l'histoire, doivent arriver à un consensus sur quelques principes fondamentaux, et contenir leurs divergences historiques dans certaines limites. La Chine ne s'oppose ni aux visites de simples citoyens à Yasukuni, ni à la présence de « criminels de classe C » ou de soldats morts dans la II^{ème} Guerre Mondiale, mais aux visites officielles alors que sont présents les cendres des classe A²⁹. Il déplore l'essor *dans les deux pays* du nationalisme populiste, qualifiant l'époque actuelle des relations sino-japonaises de « phase infantile ».

Comment en sortir?

C'est certainement l'aspect prescriptif qui est le plus pauvre dans ce dossier. Nombre de ces auteurs évoquent la pression qu'exerce l'agitation populiste et nationaliste sur le gouvernement chinois. Outre Li Jiping, Yang Yi recommande « la modération au gouvernement et aux masses populaires ». Plus rhétoriquement, Liu Jianguo demande à la « jeunesse chinoise » de se défier des informations et analyses qui émanent de l'Internet et des media internationaux : mais c'est, dit-il, parce que les politiciens japonais en période électorale ne recherchent rien tant qu'une provocation pour pouvoir l'emporter devant leur propre opinion publique. A l'évidence, les experts du CICIR ont retenu la leçon des erreurs commises dans le contexte taiwanais, quand menaces et imprécations chinoises n'avaient abouti qu'à braquer l'électorat de l'île... Ma Junwei évoque la sous information des Chinois, qui connaissent très bien la guerre d'agression japonaise mais ni le développement pacifique d'après-guerre ni l'aide économique apportée à la Chine.

La Chine, dit Qin Xide, est prise entre deux feux : elle ne peut abandonner sa politique de développement pacifique, mais elle ne peut pas non plus accorder une prime à l'obstination des dirigeants japonais, leur « céder un doigt pour se faire prendre le bras » et leur permettre de

tirer avantage de leur inflexibilité. On sent aussi l'embarras pointer, et Qin Xide suggère finalement de donner la priorité à la « chaleur entre les peuples », c'est-à-dire aux échanges de société qui auront raison de la « diabolisation de la Chine ».

C'est finalement Yang Yi qui propose la solution la plus originale, dans l'ordre stratégique. La Chine comme le Japon doivent abandonner leur vision conventionnelle et géographique de la stratégie, celle selon laquelle deux tigres ne peuvent habiter la même montagne ("一山容不得二虎" yishan rong bude erhu). La Chine doit reconnaître l'inévitabilité de l'alliance nippo américaine. S'y opposer aboutirait à renforcer encore les préparatifs militaires de l'alliance. Elle doit abandonner sa « mentalité de victime » et considérer les relations avec le Japon à partir de sa propre position de grande puissance, et en acceptant sans réserve que le Japon devienne un Etat normal. L'alliance nippo américaine, elle, est un reste de la Guerre froide, entretenu à cause de l'impasse dans les relations sino-japonaises. Les objectifs américains et japonais ne sont pas les mêmes : les premiers veulent prévenir un défi à leur hégémonie dans 20 ou 30 ans, le Japon estime faire face aux dangers des prochaines années. La Chine, elle, ne modernise et développe ses forces armées que dans la perspective de la réunification de Taiwan et pour contenir l'indépendantisme.

Yang Yi fait observer que la Russie est devenue partenaire de dialogue de l'Otan. Pourquoi la Chine ne ferait-elle pas de même avec l'alliance Etats-Unis-Japon ? A condition que cette dernière ne soit pas dirigée contre un tiers, ne vise pas les intérêts nationaux chinois, ne permette pas une intervention conjointe dans les affaires de Taiwan, la Chine pourrait développer avec elle les mécanismes de dialogue et de consultation, les échanges d'officiers, accéder aux demandes d'une plus grande transparence, participer aux manœuvres, jeux et simulations militaires? Il revient à une Chine dynamique d'avoir ce genre d'initiative stratégique et d'agir avec une confiance résolue en elle-même...

Le renversement cartésien de Yang Yi a certes le mérite de l'originalité, cependant que les experts politiques de ce dossier

²⁹ Assez vague, l'allusion concerne évidemment le débat pour retirer les cendres des 14 classe A de Yasukuni, ou pour ériger un lieu civique de dévotion aux morts de la guerre à l'extérieur du temple.

semblent souvent désabusés ou désorientés devant l'apparente cohérence et persistance des vues japonaises sur l'ensemble des sujets internationaux : en parfaits réalistes et sceptiques devant la démocratie, les experts n'ont guère évoqué les débats très vifs sur les relations sino-japonaises qui sont devenus au Japon en 2006 le premier sujet de débat dans la course à la succession de J. Koizumi. Il est clair d'après ce dossier que le gouvernement chinois s'est par avance préparé au pire de son propre point de vue, c'est-à-dire à une continuité de vues et d'action sur ce plan entre Junichiro Koizumi et son successeur.

6. Perceptions américaines de la Chine, entre coopération et crainte

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Chai Lu, Chu Shulong, « Les évolutions historiques de la stratégie américaine de la Chine et perspectives pour l'avenir », *Xiandai Guoji Guanxi*, numéro 6, pp. 18-21
- Liu Jianfei, « Les fondements réels et théoriques de la stratégie américaine de la Chine », *Xiandai Guoji Guanxi*, numéro 6, pp. 22-27

Ce numéro de la revue *Xiandai Guoji Guanxi* consacre quatre articles à la relation sino-américaine, dont deux sont d'un intérêt plus particulier en raison de la singularité du ton parmi la multitude d'articles et analyses dédiées à ce sujet.

Ces articles passent en revue l'évolution de la stratégie américaine de la Chine en présentant celle-ci comme une stratégie réactive et défensive.

L'historique des liens tel qu'il est présenté frappe par une approche structuraliste qui laisse entendre que la Chine aurait peu de choix dans l'orientation de sa relation avec la super puissance américaine. Système de guerre froide ou changements survenus dans la sécurité internationale ont fait que la Chine « n'avait pas d'autre choix (别无选择 *biewu xuanze*) » que de résister à l'impérialisme américain dans les années 1950-1960 ou de s'y joindre contre la menace soviétique à partir des années 1970. Si pour Xie et Chu, l'orientation générale de la stratégie chinoise a été dictée par Deng Xiaoping – en fonction de sa lecture de la situation

internationale – Liu Jianfei y trouve la marque d'un déterminisme quasi absolu. L'orientation générale de la stratégie américaine de la Chine, à savoir, la recherche d'une entente, est restée constante - mais les moyens ont dépendu et dépendent encore des objectifs américains et des évolutions internationales.

La coopération que voudrait obtenir la Chine – qui est la partie faible de l'équation – avec les Etats-Unis ne peut être atteinte si l'intérêt américain ne s'y prête pas également. Or la Chine est à la fois un « partenaire » (伙伴 *huoban*), une « cible » (对象 *duixiang*), et « un problème » (矛盾 *maodun*) dans la mesure où sa puissance économique en fait un allié pour les Etats-Unis, mais son régime politique non démocratique une cible de la stratégie de démocratisation américaine ; enfin dans la Chine est potentiellement un problème stratégique et militaire pour les Etats-Unis.

Comment définit-on un problème stratégique potentiel et comment établir la volonté de coopérer ? La réflexion stratégique américaine, telle que nos analystes la voient, considère qu'un adversaire soit évalué en fonction de ses capacités (能力 *nengli*) et de ses intentions (意愿 *yiyuan*). La Chine, de par son système politique, aurait d'emblée une intention de nuisance.

La coopération, quant à elle, s'acquiert par le respect mutuel des intérêts vitaux. Une relation d'amitié et de coopération, écrivent Xie et Chu, est atteinte lorsque les parties « ne se défient pas, ne se menacent pas, et ne portent pas atteinte aux intérêts vitaux de l'autre ». La Chine, déclarent-ils, respecte ce principe en appliquant le Traité de non prolifération, en participant à la lutte contre le terrorisme et en ne « réfutant la présence de troupes américaines en Asie et en reconnaissant leur importance pour le maintien de la sécurité régionale ». Or, les Etats-Unis, eux, ne respectent pas ce principe en intervenant dans la question taïwanaise. De ce fait, les limites de la relation bilatérale sont posées par les Etats-Unis : d'une part, en termes « réalistes », la Chine est un adversaire qui ne dispose peut être pas encore de la capacité mais a bel et bien l'intention, et d'autre part, les Etats-Unis risquent de porter atteinte aux

intérêts vitaux de la Chine – d'où la complexité fondamentale des relations.

Vu avec une « approche cognitive »³⁰, le problème est plus profond, car l'intention de nuisance qui est attribuée à la Chine émane de la méconnaissance américaine des stratégies chinoises et du jugement erroné que portent les décideurs et la société américaine sur la Chine. Préjugés et idées préconçues, couplés aux valeurs américaines et à la propagation de celles-ci, font que le système politique et culturel chinois est incompréhensible pour les Américains, facilitant de la sorte la propagation de la théorie de « la menace chinoise ». L'émergence de la Chine ne fait que confirmer les appréhensions américaines. Dans la tradition réaliste de relations internationales, la Chine ne peut être qu'une menace.

La réalité veut toutefois que les décideurs américains doivent adapter cette perception aux situations internationales, et équilibrer les différentes visions de la Chine – le partenaire, la cible et l'adversaire. Les choix américains ont donc oscillé entre « engagement » et « containment », passant également par l'intégration (融合 *ronghe*) de la Chine dans les systèmes mondiaux.

Ce qui ne veut pas dire que la tendance générale de ce partenariat n'est pas positive. Au contraire, la stratégie chinoise de « paix et développement », l'interdépendance économique ainsi que les problèmes de sécurité non traditionnelle – sur lesquels les deux pays peuvent coopérer – laissent prévoir une entente. D'autant plus que la Chine « n'a aucun intérêt, aucune intention ou stratégie pour disputer aux Etats-Unis leur place en Asie et dans le monde ; la Chine est déjà une puissance asiatique et mondiale, elle jouit déjà d'un statut, d'intérêts et de l'influence d'une puissance. La Chine n'a plus aucun intérêt ni intention de prendre la place [des Etats-Unis]. » (Chai et Chu).

L'interdépendance est donc à poursuivre, car elle réduit la probabilité du conflit en

élevant son coût, mais cette méfiance persistante des Etats-Unis force la Chine à maintenir des éléments défensifs dans sa propre stratégie. Les articles restent sur un plan théorique et rentrent peu dans les détails et l'actualité de la relation bilatérale. C'est donc cette présentation du cadre général qui est intéressante : en clair, la Chine maintient une stratégie d'entente et de coopération vis-à-vis des Etats-Unis, dont les moyens évoluent en fonction de la politique américaine. La Chine est donc très passive dans cette relation, essayant de maintenir une relation stable « pour sa croissance économique et pour la stabilité et le développement mondiaux », enregistrant des succès, implicitement – en dépit des provocations américaines. La question de savoir si cette attitude peut être maintenue dépend tout simplement de l'intérêt américain et de la stratégie qui s'ensuit.

Les recommandations de politique sont également peu nombreuses dans ces articles. Les auteurs s'accordent à dire que la relation bilatérale reste stable et généralement coopérative. Liu Jianfei met toutefois en garde contre les tendances hégémoniques et la persistance de « power politics » contre la Chine socialiste. De ce fait, la politique américaine du pays ne peut pas abandonner sa composante de « vigilance » (防范 *fangfan*), tandis que Chai et Chu semblent plus confiants quant au poids et à l'importance de la Chine et surtout, quant à sa capacité de poursuivre « son émergence » même si cela déplaît à certains courants néoconservateurs américains : « il est inacceptable qu'en raison du mécontentement de quelques personnes aux Etats-Unis (一些人的不高兴), d'autre pays ne se développent pas et ne deviennent pas des puissances ». D'autant plus que ces personnes « ne sont qu'une minorité aux Etats-Unis et dans le monde », et au-delà de protestations nécessaires (et la défense à tout prix de Taiwan), la Chine ne doit pas fonder sa stratégie américaine en réaction à ces courants.

³⁰ Liu Xinhua, Qin Yi, « La perception de menace : Le développement d'une conscience erronée de la Chine aux Etats-Unis », *Xiandai Guoji Guanxi*, no. 6, 2006 pp. 28-34

7. Le développement dual civil et militaire, résurrection du *fuqiang*

Synthèse commentée de Michail Andreï d'après :
- (article non signé ³¹) « Poursuivre l'édification coordonnée de la défense et de l'économique sous l'égide du concept de développement scientifique », Qiushi 435, 17 juillet 2006.

Cet article qui passe en revue les différents avatars depuis 1949 du vieux thème du *fuqiang* (« pays prospère aux armées puissantes »), tente de donner la martingale d'un développement de la défense qui enrichisse le pays. La probable qualité de militaire du rédacteur et l'institution même d'où provient l'article laissent prévoir un discours très peigné et peu concret : les deux premiers tiers de l'article se plient effectivement au style attendu. Le rappel des différentes conceptions des rapports entre défense et économie y est pesant. Le dernier tiers, plus concret, expose quelques mesures structurelles qui devraient permettre le « co-développement » prévu par le 11^e programme quinquennal.

La continuité dans la continuité.

L'exposé des points de vue successifs de chacune des quatre générations de dirigeants sur les relations entre défense et économie n'a guère de contenu. La répétition de quelques expressions, le ton très assertif quant aux « lois objectives » et aux « expériences historiques » se révèle vite fastidieux. On peut cependant en retenir deux points.

- La nature « scientifique » des concepts successifs se fonde sur un discours, qui ne change pas d'une génération à la suivante : chaque nouveau concept est ainsi l'aboutissement d'une chaîne où interviennent successivement les « expériences » et « explorations », « l'analyse des changements », puis

³¹ L'origine en est le « Centre de recherche sur les pensées fondamentales de Deng Xiaoping et des trois représentativités » de l'université de défense nationale.

la « synthèse scientifique » des implications. La dimension de choix, dont on pourrait penser qu'elle est l'essence même de la politique ou de la stratégie, n'apparaît nulle part, puisque la doctrine échafaudée est à chaque fois présentée comme résultant des modifications du monde (fin de la guerre froide, mondialisation) ou des « pressions » auxquelles est soumise la Chine. La *puissance de l'économie occidentale*, par exemple, impose un développement économique à marche forcée, la *pression de l'insécurité* oblige à moderniser les armées, le *retard technologique* commande des sauts dans le développement de l'armement. Les *modifications des conditions* ont par ailleurs l'avantage de justifier la caducité de la doctrine précédente sans renier qui que ce soit. La nature dogmatique, enfin, d'un tel exposé historique est particulièrement manifeste dans sa conclusion : le vocabulaire qui y est utilisé confère à la doctrine en cours un aspect définitif : « conclusion » (et non synthèse) scientifique des explorations, évocation de l'ensemble des « communistes chinois » toutes générations confondues, appel à une mise en œuvre « inflexible » de la doctrine, invocation de la « mission historique »...

- Les ruptures entre les doctrines successives sont effacées. Tout en reprenant les formules des *leaders* successifs sur les relations entre économie et défense, l'auteur en gomme les aspérités et donne l'impression d'une continuité. A lire de plus près, c'est tout de même loin d'être le cas : Mao postule que « [la Chine] doit *impérativement* développer sa défense nationale et donc, pour ce faire, elle doit *impérativement* développer son économie. Seul un développement économique plus rapide peut permettre une édification militaire plus conséquente ». Cette situation où l'économie semble « au service » de la défense s'inverse avec Deng Xiaoping qui place au 4^e rang la défense dans les quatre modernisations, une défense qui, dit-il, doit « suivre et servir » le cadre plus large du développement national. Le contraste est moindre avec les deux générations suivantes, puisque ni

Jiang, ni Hu ne sortent la défense de son second rôle. Pour l'auteur, l'apport de la 4^e génération tient plutôt dans le *caractère global* assigné au développement. L'idée de *système complexe* domine, qui fait appel au concept de développement durable et relève une double dépendance réciproque entre développement économique et défense. Cette égalité d'apparence s'estompe d'ailleurs rapidement puisque la doctrine actuelle paraphrase Deng Xiaoping en prônant que la défense doit « suivre et servir » le cadre général du développement. Si elle n'est plus considérée comme une *condition nécessaire du développement* comme sous Mao, l'évolution de la puissance militaire est devenue une *condition nécessaire du développement pacifique*. Le terme même de *primauté*, qui aurait exprimé l'essentiel de la question, est évité avec une belle constance. Dès lors, il faut donc démontrer que l'on peut avoir à la fois le beurre et les canons.

De la défense du marché au marché de la défense.

D'un style un peu plus alerte dès lors qu'il aborde la question de la pratique, l'auteur plaide pour la mise sur pied d'un mécanisme où les deux développements de l'économie et de la défense se promeuvent mutuellement et se coordonnent. L'intégration réciproque et à tous les niveaux, dans des domaines structurels, organisationnels, techniques, humains, informatiques est à même de développer une « armée vivant au sein du peuple, une armée et d'un peuple qui soient compatibles ». Outre ces prescriptions très convenues (l'armée serait au sein du peuple et de l'économie comme un poisson dans l'eau, en quelque sorte), l'auteur s'attache à quelques mécanismes plus intéressants : s'appuyant sur l'exemple des programmes structurants (nucléaire, spatial) bénéfiques pour la défense comme pour l'économie, l'article en vient aux technologies duales qui semblent la réponse même à l'équation « pays riche, défense puissante ». Encore qu'il semble clair pour l'auteur que cet aspect dual fonctionne dans un sens surtout, le civil favorisant le militaire qui, « dans la mesure du possible » lui rend la pareille.

En termes structurels, le complexe des sciences, techniques et industries de défense doit abandonner sa configuration concentrique où il fonctionne coupé des sphères économiques civiles, et adopter une structure « en haltères » (bipolaire), joignant des activités de R&D et industrielles proprement militaires d'un côté avec des activités que des entreprises civiles peuvent assurer, ce qui revient à faire jouer les avantages comparatifs du complexe militaro-industriel. Ainsi, l'injection de capitaux privés dans le domaine dual des industries de défense *renforcera le potentiel de mobilisation* du complexe militaro-industriel sur les projets qui lui sont essentiels, et confèrera de la souplesse aux deux sphères de la défense et de l'économie. L'introduction des règles du marché doit s'appuyer sur les quatre mécanismes de la compétition, de l'évaluation, de la supervision et de l'incitation dans l'ensemble des disciplines scientifiques. Les allers-retours entre les deux sphères sont déclinés sous toutes leurs formes : formation des personnels, logistique, ou distribution territoriale.

Que faut-il en retenir ? L'introduction des entreprises à capitaux non-publics dans le domaine de la défense constituerait certes une nouveauté, et des domaines tels que les technologies de l'information s'y prêtent sans aucun doute. Par ailleurs, les efforts de développement industriel des provinces de l'arrière-pays, s'ils devaient être couplés avec des activités de défense, ne seraient pas sans rappeler l'époque où le complexe militaro-industriel était disposé sur une ligne de défense bien en arrière du littoral. Reste à savoir si l'intérêt pour cette question, vitale surtout pour les militaires, est partagé par le monde de l'économie

8. A quoi va servir la “flexibilité stratégique” des troupes américaines en Corée du Sud ?

*Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de:
Li Jun, “Influence et sens de la “flexibilité stratégique” des troupes américaines stationnées en Corée du Sud”, Xiandai Guoji Guanxi, vol 4, 2006, pp 50-54*

Le 19 Janvier 2006, Ban Ki-moon, le Ministre des Affaires Etrangères sud-coréen, rencontrait à Washington

Condoleezza Rice³². À l'issue de leur rencontre, les deux parties rendaient public un communiqué conjoint, entérinant le concept de « flexibilité stratégique » des troupes américaines stationnées sur la péninsule. À l'avenir, ces dernières pourraient être déployées à partir de la Corée sur des théâtres d'opération extérieurs à la péninsule, pour y faire face à diverses contingences régionales. Séoul avait jusqu'à présent refusé aux Américains tout accord sur ce point. En mars 2005, le Président Roh Moo-hyun avait déclaré que sans l'accord de Séoul, les troupes américaines ne pouvaient pas être déployées dans des crises régionales. La Corée du Sud a donc fait machine arrière, sans pour autant assurer les Américains de son soutien automatique en cas de crise régionale. Dans un esprit de respect mutuel, les deux parties sont arrivées au consensus suivant: Séoul reconnaît la nécessité pour les troupes américaines en Corée d'une flexibilité stratégique, et Washington accepte le droit des Coréens de ne pas être impliqués contre leur gré dans une crise en Asie du Nord-Est³³. Janvier 2006 représente donc une date importante pour l'interprétation du Traité de Défense Mutuel de 1954. Elle ne se réduit plus à la dissuasion d'une attaque nord-coréenne et au maintien de la paix sur la péninsule.

Du point de vue de la Chine, cette réinterprétation pourrait faire craindre l'alignement progressif de Séoul sur la position des Etats-Unis quant à la question de Taiwan. Même s'il reconnaît que l'évolution la plus digne d'attention de l'alliance bilatérale est bien sa nouvelle portée régionale, l'article de Li Jun n'évoque qu'à peine cette possibilité, et semble ne lui accorder que très peu de

crédibilité³⁴. Son analyse critique porte plutôt sur le défi que posent les alliances bilatérales américaines et leur consolidation à la construction d'un régime de sécurité coopératif régional. En filigrane de son article, se dessine l'image d'une Corée à moitié forcée par Washington d'accepter une réinterprétation de la coopération sécuritaire bilatérale, malgré la tendance naturelle et de plus en plus affirmée en Corée de pencher vers la Chine.

Du point de vue américain, le communiqué conjoint reflète bien l'évolution de la perception des menaces sécuritaires à Washington. Le différentiel de puissance entre les deux Corées est tel que l'armée sud-coréenne, appuyée par les forces américaines stationnées au Japon, pourrait dissuader à elle seule le régime de Pyongyang d'attaquer le Sud. Cependant, avant l'introduction du concept de flexibilité stratégique, l'alliance américano-coréenne ne reflétait pas encore suffisamment cette asymétrie des relations militaires inter-coréennes. D'un point de vue américain, la distribution des coûts et des avantages de l'alliance était donc déséquilibrée, au profit des Coréens. Ainsi, d'une certaine manière, la signature du communiqué conjoint constitue de la part de Washington une forme de reconnaissance envers la perception sud-coréenne, selon laquelle c'est plus la faiblesse de la Corée du Nord que sa force qui constitue une menace pour la péninsule.

Selon Li Jun, le communiqué conjoint vient répondre à plusieurs évolutions dans les relations américano-coréennes. Tout d'abord, aux tensions nées de la différence d'approche entre l'administration Bush et les gouvernements de Kim Dae-jung puis de Roh Moo-hyun en matière de politique nord-coréenne. Deuxième point, une politique de plus en plus pro-chinoise à Séoul, qui a provoqué aux Etats-Unis un sentiment d'urgence pour réancrer fermement la Corée du Sud dans l'architecture de sécurité régionale voulue par Washington. À terme, la Corée du Sud

³² "Strategic Consultations for Allied Partnership (SCALP)". Georges Bush et Roh Moo-hyun ont décidé en novembre 2005 de tenir ces consultations une fois par an.

³³ "The ROK, as an ally, fully understands the rationale for the transformation of the U.S. global military strategy, and respects the necessity for strategic flexibility of the U.S. forces in the ROK... In the implementation of strategic flexibility, the United States respects the ROK position that it shall not be involved in a regional conflict in Northeast Asia against the will of the Korean people." *US-ROK Joint Communiqué*, 19 Janvier 2006.

³⁴ Au contraire, dans le *Comparative Connections* du CSIS, Donald Gross considère que la question de Taiwan justifie la flexibilité stratégique des troupes américaines en Corée. Voir "Forward on Trade as Nuclear Talks Sputter", 1er semestre 2006.

aura besoin de la Chine pour la réunification de la péninsule. En contrepartie, elle devra donner à la Chine des garanties que la Corée réunifiée ne constituera pas un problème sécuritaire pour Pékin. D'après un sondage, 63% des députés coréens considèrent que la Chine doit être la priorité de la politique étrangère de Séoul. Mais la Chine n'en constitue pas encore pour autant une alternative sécuritaire crédible aux Etats-Unis sur la péninsule. Troisième point, la signature du communiqué conjoint permet aux Etats-Unis de réaffirmer leur rôle sécuritaire dans la région dans un contexte de construction régionale excluant l'Amérique. L'importance accordée à la Corée dans la stratégie américaine est reflétée par le fait que sous Bush, l'Amérique a institué un dialogue stratégique annuel au niveau des Ministres des Affaires Etrangères avec seulement quatre Etats : le Japon, l'Australie, l'Arabie Saoudite et la Corée. Du point de vue de Séoul, l'acceptation de la flexibilité stratégique américaine s'est faite à reculons et illustre la faiblesse relative de la Corée dans l'alliance bilatérale. Selon Li Jun, l'angoisse majeure des dirigeants coréens est de se trouver entraînés dans un conflit sino-américain. Coincée entre les grandes puissances du système nord-est asiatique, devant faire face aux incertitudes qui pèsent sur la configuration que prendra l'ordre régional futur, la Corée a néanmoins fait le choix de moderniser son partenariat sécuritaire avec l'Amérique, à la protection de laquelle elle doit en partie sa réussite économique, sa démocratie et ses libertés. Refuser cette évolution, aurait été prendre le risque de se laisser abandonner par les Etats-Unis, et de créer un vide de puissance sur la péninsule. Car sous sa forme précédente, l'alliance semblait plus bénéfique aux Coréens qu'aux Américains, qui malgré leur protection, ne recevaient en retour que peu de soutien quant à leurs nouvelles priorités sécuritaires. En s'opposant à cette évolution, Séoul risquait de provoquer un renforcement encore plus rapide de l'alliance nippo-américaine. Alors que l'Amérique et le Japon étudient des formes de campagnes militaires conjointes, et que Washington s'apprête à autoriser la vente de F-22 au Japon, afin d'intégrer les forces aériennes des deux armées, la Corée se devait de rehausser son statut dans le dispositif militaire

régional des Etats-Unis avant qu'il ne soit trop tard.

Pour Li Jun, cette évolution est très importante pour les équilibres stratégiques sur la péninsule coréenne et en Asie Orientale. Couplée à la décision de juin 2003 de redéployer plus au sud de la Corée une force américaine réduite (25000 hommes contre 37500 aujourd'hui) à l'horizon 2011, les forces américaines en Corée deviendront progressivement une force de réaction rapide dans la région. Symétriquement, alors que les Etats-Unis s'apprêtent à accorder à l'armée coréenne le haut-commandement pour les opérations dans la péninsule, les forces américaines ne joueront progressivement plus qu'un rôle de soutien, en particulier aérien. Sur ce point, de nouvelles consultations sont prévues pour préciser la fonction des troupes américaines. L'accord entre les deux parties doit également se comprendre dans le contexte plus large de leur relation bilatérale, et surtout comme facilitant leurs négociations, en cours depuis février 2006, sur la mise en œuvre d'un accord de libre-échange.

Du point de vue de la Corée du Nord, alors que l'on pourrait penser que cet accord diminue la pression militaire sur le régime de Pyongyang, Li Jun, reprenant les avertissements officiels des dirigeants chinois en mars 2006, considère qu'à moyen terme, cette pression augmentera, et qu'il faut donc s'attendre à des contre-mesures de la part du Nord. Pour l'auteur, ces évolutions renforceraient la latitude américaine d'employer des frappes préventives contre le Nord (au moins, serait-on tenté d'ajouter, au niveau des perceptions à Pyongyang), et inviteront la Corée du Sud à renforcer son propre outil militaire pour faire face à l'éventualité d'une intervention extérieure des troupes américaines et au vide de puissance qu'elle provoquerait. La Corée du Sud envisage déjà de nouvelles acquisitions d'armement. Ainsi, pour Pyongyang, cet accord devrait avoir pour effet de renforcer les deux principales puissances militaires au Sud.

Enfin, selon Li Jun, cet accord représente une grande victoire pour la stratégie régionale des Etats-Unis. À long terme, comme l'a déclaré l'amiral William Fallon, Commandant en chef des forces américaines dans le Pacifique, l'objectif américain consiste à faire évoluer la politique de sécurité sud-coréenne vers

une perception régionale des menaces, en particulier sur les menaces non-conventionnelles et sur la montée en puissance de la Chine, et non plus se focaliser sur les relations inter-coréennes. C'est le signe, selon l'auteur, d'une approche géopolitique des Américains, visant à contrôler le continent eurasiatique à partir de ses marges, au mépris de la construction régionale asiatique, en s'opposant à la construction de mécanismes de sécurité collective dans la région, nonobstant les inquiétudes et les avertissements de la Chine.

10. Morale et politique à Taiwan

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :

- « *Le Parti Démocrate Progressiste attaque Shih Ming-teh jusqu'à en perdre son âme* », *Xin Xinwen (The Journalist)*, n°1017, semaine du 31 août 2006, pp 36-46
- « *Noircir Shih Ming-teh ne blanchira pas le DPP* », éditorial, *Zhongguo Shipao (China Times)*, 19 août 2006, édition électronique.

Ebranlé par le mouvement pour la destitution du Président Chen Shui-bian³⁵ organisé par le célèbre ancien dissident et ex-Président du Parti Démocrate Progressiste (DPP), Shih Ming-Teh³⁶, le DPP emploie deux méthodes pour se défendre. La première, officielle, consiste à « ne pas s'opposer, ne pas organiser de mouvement de masses populaires, à maintenir la stabilité, le calme, et à agir de manière raisonnable ». Les cadors du parti

³⁵ «Un million de personnes pour renverser Chen», ou «100 dollars pour renverser Chen». Le 12 août 2006, Shih Ming-teh appelle les Taiwanais à verser chacun 100 dollars de Taiwan (2,5 Euros) sur son compte personnel, cherchant à réunir un million de donations pour forcer le Président Chen Shui-bian à démissionner. L'argent, collecté avec succès en un peu plus d'une semaine, est utilisé pour organiser un grand sit-in devant le palais présidentiel début septembre 2006. La campagne de Shih Ming-teh est la troisième contre Chen Shui-bian en cet été 2006. En juin, la motion de destitution proposée au Yuan Législatif par l'opposition ne parvient pas à atteindre la majorité des 2/3. En juillet, des activistes et des universitaires pro-DPP adressent une lettre ouverte au Président Chen, lui demandant de démissionner pour assainir la vie politique sur l'île et créer un exemple.

³⁶ Shih Ming-teh est parfois considéré comme le Nelson Mandela taiwanais. Condamné deux fois à la prison à vie (en 1964 et en 1979) pour ses activités indépendantistes puis pro-démocratie, il a passé en tout 25 ans en prison, dont 13 en cellule d'isolement, et 4 en grève de la faim. Il a été député DPP de Tainan de 1992 à 2000, et Président du DPP de 1993 à 1996.

ont tenu à rappeler que les libertés d'expression et d'association étaient garanties par la Constitution, même dans un cas comme celui-ci qui selon eux, menace la stabilité de la nation. Chen Shui-bian a souligné qu'en dépit des médias très durs à son égard, la liberté de la presse avait été consolidée sous sa présidence, et ce malgré des demandes de contrôle accru de la part de son électorat³⁷. Il a également rappelé, à plusieurs reprises, qu'il ne démissionnerait pas de son poste en dehors de la procédure constitutionnelle.

Cependant, en pratique, la ligne suivie par le DPP consiste à « protéger Chen en attaquant Shih » (護扁打施). Michael Mattlin a pu remarquer que le vocabulaire employé par les stratèges politiques taiwanais pour décrire leur action en période de campagne et leur compétition avec des partis rivaux était souvent emprunté au registre de la guerre ; tout comme les mouvements de masses populaires étaient pensés et organisés comme des démonstrations de force destinées à enclencher une dynamique de montée en puissance³⁸. Aujourd'hui, les deux principaux camps politiques à Taiwan se livrent une guerre sans merci. Les politiciens du DPP interrogés par le *Xin Xinwen*, pour parler du mouvement anti-Chen Shui-bian de Shi Ming-teh, estiment tous que leur ancien Président cherche à les « tuer ». En conséquence, par réflexe de survie, les deux dernières semaines du mois d'août à Taiwan ont été marquées par des attaques ininterrompues contre Shih Ming-teh. Et Chen Shui-bian ayant été attaqué sur le terrain de sa moralité personnelle, c'est sur le même terrain que la contre-attaque contre Shih a été orchestrée. Même si le Président du DPP, Yu Shyi-kun, a pu déclarer que l'utilisation de la moralité en politique relevait d'une mentalité « féodale », les attaques personnelles restent couramment utilisées sur l'île. Elles sont parfois très efficaces. Dans la culture politique taiwanaise, deux expressions décrivent ce type d'attaque : « noircir » (抹

³⁷ «Chen Criticizes Assault on TV Show Guest», *Taipei Times*, 27 Août 2006.

³⁸ Michael Mattlin «Referendum as a Form of Zaoshi, the Instrumental Domestic Political Function of Taiwan's Referendum Ploy», *Issues and Studies*, vol 40, n°2, juin 2004, pp 155-185.

黑) et « rougir » (抹紅). « Noircir » consiste à utiliser la vie privée de quelqu'un pour le décrédibiliser, et « rougir », à accuser une personne d'être achetée par les communistes chinois. Pour parler de leur campagne contre Shih Ming-teh, des membres du DPP ont utilisé le terme de « guérilla » (游擊戰), signifiant qu'ils étaient déterminés à faire feu de tout bois.

La contre-attaque est menée par les fidèles du chef de l'État : le Président du DPP Yu Shyi-kun et son équipe, ainsi qu'une poignée de députés rompus aux attaques personnelles. Selon le vice-secrétaire général du DPP Tsai Huang-lang, « Shih Ming-teh est déterminé à nous tuer, nous allons détruire son image de star ». Le DPP est d'abord allé chercher deux des ex-épouses de Shih Ming-teh, qui l'ont accusé devant les caméras de télévision d'être un « faux révolutionnaire ». Il a révélé qu'en prison, Shih Ming-teh avait écrit une lettre d'auto-critique à Tchang Kai-shek, le suppliant de le libérer, cherchant à ridiculiser son image de révolutionnaire romantique. Il a déclaré que Shih Ming-teh avait organisé ce mouvement par vengeance personnelle, parce qu'il n'était pas devenu Président, et parce que Chen Shui-bian n'avait pas donné suite en 2000 à sa demande d'un poste ministériel (求官). Cette dernière attaque s'est révélée sans fondement, Shih Ming-teh ayant conservé un enregistrement de la réunion lors de laquelle il avait soit-disant demandé un poste ministériel. Ensuite, le parti a nié le rôle de Shih Ming-teh dans l'incident de Kaohsiung de 1979, au risque de détruire l'un de ses mythes fondateurs. Un conseiller du président du DPP a insinué que Shih Ming-teh dénonçait souvent ses co-détenus aux autorités pénitencières. Un conseiller du Palais Présidentiel a déclaré que Shih Ming-teh ne pouvait se passer des bars à hôtesse, et qu'il était très endetté, sous-entendant que son action était motivée par des considérations matérielles. Les déclarations selon lesquelles Shih Ming-teh survit avec des fonds du Kuomintang ou du Parti communiste chinois se sont succédées. Le député Wang Shih-jian a publiquement regretté que Shih Ming-teh n'ait pas été « exécuté par balle » en prison ³⁹.

³⁹ Il passe désormais plus de temps à se défendre qu'à attaquer. Le 29 août, la presse populaire à grand tirage a révélé

Certaines autorités religieuses, en particulier protestantes, ont stigmatisé la « dépravation » de Shih Ming-teh. Shih Ming-teh a répondu, lors de plusieurs conférences de presse, à ces attaques. Il a réaffirmé qu'il ne se rendrait jamais en Chine tant que Pékin n'aurait pas abandonné l'usage de la force contre Taiwan, et s'est étonné de ces insinuations sur son mouvement et sur sa vie personnelle, de la part de membres d'un parti qu'il a accusé de mener une politique de fermeture à l'égard de la Chine, tout en organisant des visites groupées dans les maisons closes chinoises...

Mais ces méthodes ne plaisent pas à tous ⁴⁰. La puissante faction Nouvelle Vague a estimé dans une résolution publique qu'elle ne soutenait pas le mouvement de destitution du Président, mais qu'elle s'opposait aux attaques contre Shih Ming-teh, en particulier celles visant sa moralité personnelle. L'un de ses leaders, le député Lee Wen-chung, a estimé que la société taiwanaise attendait du DPP une réponse sur les problèmes de corruption du pouvoir, et pas sur la vie privée de Shih Ming-teh, ce à quoi Wang Shi-jian a répliqué que certains « cherchaient à écraser leur petits camarades pour mieux se grandir ». Ironiquement, quelques mois seulement après le Congrès du DPP qui avait voté la dissolution des factions internes à l'initiative de Yu Shyi-kun⁴¹, la Présidence du Parti se plaignait de l'absence de coopération de la faction Nouvelle Vague, motivée selon elle par des considérations électoralistes. Selon l'hebdomadaire, la Présidence du Parti aurait même demandé à tous les députés DPP de prononcer une intervention publique pour défendre Chen Shui-bian. Mais de nombreux députés DPP, en particulier ceux dont la circonscription est située dans le nord de Taiwan (bastion du KMT), n'osent pas prendre le risque de se mettre encore plus à dos leur électorat modéré, ou celui très concerné par la corruption

qu'il avait une affaire avec son assistante parlementaire, en publiant des photos de leur rendez-vous dans un "Love Hotel".

⁴⁰ Pour plus d'informations, voir par exemple "DPP Urges Party Comrades Not To Blast Shih", *China Post*, 25 août 2006.

⁴¹ "DPP Votes to Dissolve Party Factions", *China Post*, 24 Juillet 2006.

supposée des proches de Chen Shui-bian. Quant au Premier Ministre Su Tseng-chang, il a estimé que les attaques personnelles contre Shih et sa famille lui paraissaient inappropriées, une démarche s'inscrivant dans sa volonté de représenter le DPP aux présidentielles de 2008, l'obligeant à tenter de rallier autour de son éventuelle candidature l'électorat centriste.

Pour le journaliste du Xin Xinwen, un ancien du département des affaires internationales du DPP, le parti a construit son succès en s'appuyant sur des valeurs qu'il est en train de détruire : le libéralisme, au sens philosophique du terme, l'ouverture, le débat interne, mais aussi l'esprit de sacrifice, celui-là même qui a amené Shih Ming-teh et tant d'autres dissidents à passer leur jeunesse en prison ou à perdre leur vie, par croyance en la démocratie ou en l'indépendance. Autrefois, le DPP était un parti sans véritable centre de gravité, contrairement au KMT, qui ne cessait, dans la plus pure tradition léniniste, de chercher à se consolider par le centre. Aujourd'hui, le DPP s'est engagé dans la même dérive que le KMT. Il s'échine à consolider son pouvoir par le centre, contre vents et marées, alors que c'est lorsqu'il semblait le plus divisé et le plus porté au débat interne qu'il jouissait dans l'électorat de la meilleure image. Ainsi, à l'exception de certains députés de la faction Nouvelle Vague, de manière modérée et discrète toutefois, personne dans le parti n'a osé critiquer Chen Shui-bian, malgré les scandales de corruption qui se sont abattus sur sa famille. Et le DPP n'a pas fait profil bas dans une auto-critique réformatrice, ce qui a eu pour effet probable de renforcer le mouvement de Shih Ming-teh.

Parmi toutes les attaques contre Shih Ming-teh, la plus choquante selon le Xin Xinwen concerne sa lettre de demande de grâce. Car en dehors de ceux qui sont morts en prison, exécutés ou malades, Shih Ming-teh est l'un de ceux qui a le plus payé de sa personne sur le chemin de la démocratisation. Lui qui avait déclaré lors de l'un de ses procès ne pas avoir peur de la peine de mort est devenu pour certains la métaphore vivante du courage face à l'oppression politique dans la période autoritaire de Taiwan. Son sacrifice a énormément bénéficié à la

construction de l'image de courage et de rectitude morale du DPP, et c'est cette image que le DPP est en train de détruire en attaquant Shih Ming-teh. A Taiwan comme dans toute société, seules les voix qui occupent l'espace médiatique sont entendues ; dans le DPP, les voix attaquant brutalement Shih Ming-teh ont complètement recouvert celles qui appelaient à la modération, l'auto-critique et la prise de distance vis-à-vis de Chen Shui-bian pour sauver le parti.

11. Interrogations taiwanaises après la « perte » du Tchad

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de:

QIN Jun, "La guerre diplomatique entre les deux rives, un gâchis financier", Lianhebao, 7 août 2006, p 15.

"Rompons, rompons, à quoi sert de dépenser tant pour n'obtenir que de l'ingratitude?", éditorial, Lianhebao, 6 août 2006, p 2.

"L'idéologie n'est pas le seul intérêt en jeu", éditorial, Xin Xinwen, semaine du 24 août 2006, édition électronique.

Le 5 août 2006, le Tchad annonce qu'il reconnaît la République populaire de Chine. Taiwan rompt donc ses relations diplomatiques, et suspend tous ses programmes d'assistance au Tchad. Ce nouveau revers en Afrique, après le Sénégal et le Libéria, porte à seulement 24 le nombre d'Etats reconnaissant la République de Chine à Taiwan, dont 5 en Afrique. La rupture ayant été annoncée à la veille du départ du Premier Ministre Su Tseng-chang pour N'Djamena⁴², la presse d'opposition taiwanaise se félicite d'abord que les autorités aient évité l'humiliation d'une annonce dans l'avion, ou pire encore, à l'arrivée au Tchad. A l'unisson, elle dénonce la stratégie de suppression de l'espace diplomatique de Taiwan menée par le Parti Communiste Chinois (中共對台的打壓). Qin Jun regrette la perte d'un allié diplomatique particulièrement important pour Taipei ; bénéficiant de nombreux programmes d'assistance, le Tchad, depuis la reprise des relations diplomatiques entre les deux

⁴² Selon la presse taiwanaise, cette date a été soigneusement imposée au Tchad par Pékin, pour mieux humilier les autorités taiwanaises.

parties en 1997, avait constamment aidé Taiwan dans sa politique d'entrée à l'ONU et à l'Assemblée Mondiale de la Santé. N'Djamena avait par ailleurs adopté une position claire contre la Loi anti-sécession en mars 2005.

La presse taiwanaise analyse avec lucidité les raisons ayant poussé le Tchad à reconnaître Pékin. Selon Qin Jun, il est de moins en moins possible de résister à la puissance chinoise en Afrique, liée à l'émergence de la Chine, couplée à la formulation par Pékin d'une véritable politique africaine. Avec la mise en place en Octobre 2000 du « Forum de coopération Chine-Afrique », mais aussi avec la publication en janvier 2006 d'un Livre blanc de politique africaine, qui cadre l'action politique chinoise sur le continent noir, la Chine s'est placée comme un acteur majeur dans la région. Selon Qin Jun, les objectifs de la Chine sont de sécuriser ses approvisionnements énergétiques, de maximiser sa puissance en devenant le leader accepté des pays en développement, et d'étouffer l'espace diplomatique taiwanais. Pour atteindre ce troisième objectif, Pékin est prêt à payer un prix élevé. En mars dernier par exemple, Wen Jiabao a annoncé que la Chine consacrerait 3 milliards de Yuan (près de 300 millions d'Euros) à un programme d'assistance sur trois ans pour les îles du Pacifique Sud, où Taiwan possède encore six alliés diplomatiques. Le chéquier et la promesse d'un soutien au Conseil de Sécurité de l'ONU sont des armes efficaces. L'affaire du Tchad possède cependant certaines caractéristiques spécifiques. Le Ministre taiwanais des Affaires Etrangères, James Huang, a accusé la Chine d'avoir exercé des pressions sur le Tchad en vendant des armes à ses rebelles, alimentant l'insurrection contre le régime d'Idriss Deby mais aussi la violence au Darfour, et augmentant ainsi sa marge de manoeuvre sur le gouvernement tchadien⁴³. Entretenant l'insécurité du régime pour mieux lui promettre la stabilité, la Chine aurait donc manié avec habileté la carotte et le bâton. D'autre part, le Tchad était une exception parmi les partenaires diplomatiques de Taiwan, puisqu'en raison de ses ressources pétrolières, la Chine maintenait avec N'Djamena des relations

officieuses visibles, pour accompagner ses achats énergétiques.

Cependant, malgré toute leur contrition, les articles retenus fustigent la réaction des autorités de l'île. L'éditorialiste du Xin Xinwen estime qu'elle est systématiquement gouvernée par des considérations idéologiques, et pas par une vision réaliste de l'intérêt national taiwanais. Ainsi, à chaque nouveau revers diplomatique, la réaction des autorités est la même: souligner l'ingratitude du pays qui vient de reconnaître la Chine et suspendre les programmes d'assistance envers lui, insulter les communistes chinois, leurs méthodes machiavéliques et leur animosité envers Taiwan, puis couper court en représailles à toutes les perspectives d'amélioration des relations entre les deux rives. Cette fois-ci, les autorités taiwanaises ont annulé la première visite à Taipei de Chen Yunlin, le directeur du Bureau des Affaires Taiwanaises du Conseil d'Etat. Il devait venir négocier les détails de la politique d'ouverture du tourisme continental à Taiwan. De plus, Taipei a suspendu la mise en œuvre de certaines politiques de facilitation des échanges économiques et commerciaux entre les deux rives, qui venaient d'être décidées à la Conférence sur le développement économique durable (經續會), lancée par Su Tseng-chang⁴⁴.

D'autre part, les articles mettent en doute le ratio coûts/bénéfices du maintien par Taipei de relations officielles avec des Etats faibles, parfois en faillite. Alors que le différentiel de puissance économique entre les deux rives évolue chaque jour en faveur de la Chine, Taipei n'a-t-il pas tout à perdre à poursuivre le combat ? Selon Qin Jun, la seule solution serait de dépasser le concept traditionnel de souveraineté. Implicitement, il estime donc que la nouvelle politique continentale du KMT, qui consiste à négocier avec Pékin un accord sur l'espace international de Taiwan en laissant de côté la dispute sur le statut de l'île, est la solution la plus réaliste pour respirer plus en dépensant moins. Cependant, tout porte à croire que cet accord, s'il est signé, ne comportera aucune provision pour augmenter le nombre d'Etats qui reconnaissent la République de Chine à Taiwan.

⁴³ "Ministry Regrets Diplomatic Break", *Taipei Times*, 7 août 2006.

⁴⁴ "Key Proposals Forwarded to Cabinet", *China Post*, 30 Juillet 2006.

L'éditorialiste du Lianhebao développe une argumentation similaire, fustigeant le jeu à sommes nulles dans lequel se sont engagées à perte les autorités taïwanaises. Il signale que dans l'opposition, le DPP critiquait les relations de l'île avec des Etats autoritaires, sans respect pour les droits de l'homme, mais qu'au pouvoir, il a tout fait pour maintenir même les pires alliés de Taiwan. Du point de vue taïwanais, il existe une contradiction entre les relations inter-détroit et la politique extérieure. Si les autorités, par la voix du Ministre des affaires étrangères, appellent à la « résistance face à l'oppression », l'opposition, elle, appelle régulièrement à un changement de pratique. Sa proposition de régler à Pékin le problème de la politique extérieure taiwanaise apparaît au gouvernement comme de la capitulation. Sans consensus acceptable pour l'électorat de l'île, il sera difficile de changer le paradigme de la politique extérieure taiwanaise.

La presse de ce numéro

- ❑ *Caijing* (Finance et Économie): revue bimensuelle d'actualité économique et financière basée à Pékin
- ❑ *21 shiji jingji baodao*: diffusé à 380.000 ex. par le groupe Nanfang Ribao.
- ❑ *Guoji Wenti yanjiu* (Etude des questions internationales) : revue bimestrielle publiée par l'Institut chinois d'études internationales (CIIS) à Pékin.
- ❑ *Huanqiu shibao* (Global Times): journal d'actualité internationale publié par le groupe officiel du *Quotidien du peuple* en kiosque les lundi, mercredi et vendredi
- ❑ *Lianhebao*: Un des premiers quotidiens d'information à Taiwan d'obédience nationaliste, il appartient au puissant groupe de presse *United Daily News*.
- ❑ *People's Daily* (Quotidien du Peuple): version anglaise de l'organe officiel du Comité central du Parti communiste chinois qui peut publier des articles non parus dans l'édition en mandarin)

- ❑ *Ta Kung Pao* (ancien *L'impartial*): quotidien proche du Parti communiste chinois basé à Hong Kong
- ❑ *Waijiao Pinglun* (*Foreign Affairs Review*): mensuel de l'institut de la diplomatie (China Foreign Affairs University)
- ❑ *Wen Wei Po*: Un des principaux quotidiens de Hong Kong, en langue chinoise, proche du Parti Communiste
- ❑ *Xiandai guoji guanxi* (Relations internationales contemporaines): revue mensuelle publiée par le CICIR (Institut chinois d'études internationales contemporaines) à Pékin
- ❑ *Xin Xinwen* (The Journalist): hebdomadaire de Taipei, en langue chinoise
- ❑ *Zhengming* (Rivalisons): revue mensuelle politique indépendante de Hong Kong
- ❑ *Zhongguo Shipao* (*China Times*): un des trois principaux journaux de l'île, d'affiliation politique ambiguë, plutôt nationaliste.

L'équipe

- ❑ **Editeurs :**
François Godement et Michal Meidan
- ❑ **Contributeurs réguliers :**
Michaïl Andrei, Mathieu Duchâtel, François Godement, Hubert Kilian, Michal Meidan, Thibaud Voïta, Joris Zylberman
- ❑ **Et aussi...**
Florence Biot, Camille Bondois, Cécile Cavoizy, Christine Chaigne, Valérie Demeure-Vallée, Lili Dutrey, Béatrice Freugé, Chloé Froissart (CEFC), Olaf Griese, Gilles Guiheux (CEFC), Églantine Jastrabsky, Aurore Merle (CEFC), Pierre Miège, Candice Tran-Dai, Jean-Louis Rocca, Ilias Sarsembaev, Émilie Tran (CEFC)
- ❑ **Remerciements :**
CEFC Hong Kong, Françoise Nicolas

